

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P)

MARCHE DE MAITRISE D'ŒUVRE

Projet de réhabilitation thermique de 44 logements collectifs

Secteur Albert 1^{er} à Reims (51)

TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	2
1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1. Objet du marché – Election de domicile	4
1.2. Tranches – Dévolution des travaux	4
1.3. Sous traitance / Groupement.....	4
1.4. Propriété intellectuelle	5
1.5. Nantissement.....	5
1.6. Enregistrement	6
2. PIECES CONSTITUTIVES ET PARTIES CONTRACTANTES.....	7
2.1. Pièces générales	7
2.2. Pièces particulières.....	7
2.3. Ordre de préséance des pièces et modification du marché	8
2.4. Parties contractantes	9
2.5. Sous traitance.....	10
3. PRIX ET REGLEMENT.....	12
3.1. Contenu et caractère du prix.....	12
3.2. Répartition des paiements	14
3.3. Actualisation et révision du prix	14
3.4. Taxe a la valeur ajoutée	14
3.5. Conditions de paiement	14
3.6. Avances.....	15
3.7. REMUNERATION FINALE	15
4. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHÉ.....	16
4.1. Comptage des delais	16
4.2. Prolongation des délais contractuels	16
4.3. Délais d'études	16
4.4. Passation des marchés de travaux	17
4.5. Délais relatifs à la direction de l'exécution des marchés de travaux	17
4.6. Délai relatif au Dossier des ouvrages exécutés	17
4.7. Délai de transmission des pièces du marché de maîtrise d'oeuvre	17
4.8. Modifications du marché.....	18
5. REMISE DES DOSSIERS ET PIECES	19
5.1. Nombre d'exemplaires de dossiers et pièces	19
6. CONTROLES ET RECEPTION	20
6.1. Procès Verbal de réception	20
6.2. Réception tacite.....	20
6.3. Décomposition des tâches et des éléments de mission	20
7. ASSURANCES ET GARANTIES.....	21
7.1. Assurances.....	21
8. PENALITES – CONTESTATIONS – PRIMES – ARBITRAGE – RESILIATION.....	22
8.1. Pénalités	22
8.2. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations.....	22
8.3. Pénalités pour retard de transmission de pièces liées au marché	23
8.4. Pénalités pour NON-RESPECT des engagements	23
8.5. Contestation et arbitrage	24
8.6. Résiliation	24
8.7. Tribunal Compétent	24
9. CLAUSE ANTI-CORRUPTION.....	25
ANNEXE « MODELE DE COMPTE RENDU DE CHANTIER »	26
ANNEXE « DECLARATION DU SOUS TRAITANT »	29
ANNEXE « DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS TRAITANT ET D'AGREMENT DES CONDITIONS DE PAIEMENT DU SOUS TRAITANT »	32

ANNEXE « CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE POUR PAIEMENT DE SOUS-TRAITANT »	35
ANNEXE « GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR PAIEMENT DE SOUS-TRAITANT »	37
ANNEXE « PROCES VERBAL DE RECEPTION DE TRAVAUX »	39
ANNEXE « PROCES VERBAL DE LEVEE DES RESERVES »	41
ANNEXE « SITUATION DE TRAVAUX »	43
ANNEXE « MODELE TYPE DE PLAN D'UNE PIECE »	45
ANNEXE « CONVENTION DE COMPTE PRORATA – TRAVAUX DE REHABILITATION »	46
I – OBJET	47
II – DUREE	47
III – ELEMENTS DE BASE	47
IV – ADHESION	47
V – COMITE DE CONTROLE	47
VI – COMPTE PRORATA	48
VII - PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA	49
VIII - APPROVISIONNEMENT DU COMPTE PRORATA	49
Annexe A (normative) travaux neufs, dépenses et recettes d'intérêt commun	54
A.1 Dépenses d'équipement	54
A.2 Dépenses de fonctionnement	57
A.3 prestations diverses	58
Annexe B (normative) travaux sur existants, dépenses d'intérêt commun	59
B.1 Dépenses d'équipement	59
B.2 dépenses de fonctionnement	60
B.3 prestations diverses	60
Annexe C (normative) gestion et règlement du compte prorata	61
C.1 objet	61
C.2 personne chargée de la tenue du compte prorata	61
C.3 comité de contrôle	61
C.4 recettes du compte prorata	62
C.5 dépenses du compte prorata	62
C.6 gestion et information	63
C.7 solde et répartition définitive	63
C.8 litiges	63

1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET DU MARCHÉ – ELECTION DE DOMICILE

1.1.1. *Objet du marché*

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la maîtrise d'œuvre de l'opération ci-après :

PROJET DE REHABILITATION THERMIQUE DE 44 LOGEMENTS COLLECTIFS SECTEUR ALBERT 1^{ER} A REIMS (51)

Le marché passé entre le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre est régi par le code de la commande publique.

Les missions attendues du maître d'œuvre sont indiquées dans la « fiche contextuelle » figurant au dossier de consultation, et devront être reprises à l'identique sur l'acte d'engagement remis avec l'offre. Leur contenu correspond aux missions définies au Code de la Commande Publique.

1.1.2. *Election de domicile*

Les parties élisent domicile aux adresses mentionnées dans l'acte d'engagement.

1.2. TRANCHES – DEVOLUTION DES TRAVAUX

1.2.1. *Tranches*

Les prestations visées à l'article 1.1. ci-avant font l'objet d'une tranche ferme (phase conception).

Il est précisé que chaque tranche forme un ensemble cohérent et parfaitement défini. Le Pouvoir Adjudicateur notifie au Titulaire, le début de chaque tranche avec le délai d'exécution s'y afférent.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de ne pas affermir la tranche optionnelle sans que le Titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

1.2.2. *Mode de dévolution des travaux*

Le mode de dévolution des travaux sera fixé à l'issue des études préliminaires

1.3. SOUS TRAITANCE / GROUPEMENT

Le maître d'œuvre peut sous-traiter une partie des prestations qui lui sont confiées selon les dispositions de la loi n°75.1334 modifiée du 31 décembre 1975.

Les sous-traitances éventuelles devront être annoncées dès la remise de candidature. Elles devront également indiquer les prestations et quote-part envisagées, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats seuls ou sous la forme d'un groupement conjoint ou solidaire représenté par un architecte en toute hypothèse mandataire solidaire.

Les candidats devront alors joindre à leur candidature un formulaire DC1 dûment complété.

Il est interdit aux candidats de présenter pour le marché plusieurs offres en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

Cette règle ne s'applique pas aux bureaux d'étude en co-traitance.

La composition des équipes de maîtrise d'œuvre ne pourra être modifiée sans l'accord express du pouvoir adjudicateur, sous peine de refus de la candidature.

1.4. PROPRIETE INTELLECTUELLE

1.4.1. Propriété intellectuelle

La propriété intellectuelle est régie par les articles L111-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Le maître d'œuvre garantit le maître de l'ouvrage contre toutes les revendications des tiers relatives à l'exercice de leurs droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, à l'occasion de l'exécution des prestations et de l'utilisation de leurs résultats, notamment pour l'exercice du droit de reproduire. Cette garantie n'est pas limitée.

De son côté, le maître de l'ouvrage garantit le maître d'œuvre contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes dont il lui impose l'emploi.

Dès la première manifestation de la revendication d'un tiers contre le maître d'œuvre ou le maître de l'ouvrage, ceux-ci doivent prendre toute mesure dépendante d'eux pour faire cesser le trouble et se prêter assistance mutuelle, notamment en se communiquant les éléments de preuve ou les documents utiles qu'ils peuvent détenir.

Si le maître d'œuvre ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 8.6. du présent CCAP.

1.4.2. Cessions de droits

Le maître d'œuvre cède au maître de l'ouvrage les droits de propriété intellectuelle dans les conditions suivantes :

1.4.2.1. La cession des droits de propriété intellectuelle est comprise dans le montant du marché. Elle correspond à 5% du prix du présent marché.

1.4.2.2. Tous les documents, plans, dessins et tout autre support, de quelque nature qu'ils soient, fournis au maître de l'ouvrage dans le cadre du présent marché, demeurent la propriété de ce dernier.

1.4.2.3. Tous les droits de propriété intellectuelle sont cédés de façon exclusive au maître de l'ouvrage qui pourra les exploiter, directement ou indirectement pour toute la durée des droits, dans les conditions fixées par les lois et conventions internationales et toutes les prorogations qui pourraient y être apportées.

Les droits cédés, qui sont constitués par la totalité des droits de reproduction et de représentation comprennent notamment :

- le droit de reproduire, représenter, adapter sous forme d'édition écrite (journaux, plaquettes, affiches, et autres formes d'édition promotionnelle), électronique (Internet, CD-Rom, CD-I, CD-Photo, DVD ou par tout autre procédé analogue existant ou à venir), audiovisuel (ondes, câbles, satellites, vidéo et tout support et en tout format connu et à venir) ;
- Le droit de communiquer les représentations, reproductions et adaptations visées ci-dessus au public par tous moyens, notamment par représentation publique.

Le maître de l'ouvrage acquiert la qualité d'ayant droit pour l'exercice des droits cédés qu'il utilisera, notamment en passant tous contrats de cession, mandat ou d'autorisation de reproduction, de représentation et diffusion par quelque mode que ce soit, dès lors qu'il sera utile à l'exploitation des droits cédés.

Ces droits sont transférés en tous lieux pour une durée de quatre-vingt-dix-neuf années après expiration du délai de réalisation de l'opération faisant l'objet du présent marché.

1.4.2.4. Le maître d'œuvre cède également au maître de l'ouvrage ses droits d'adaptation sur ses plans ou sur le bâtiment lui-même.

1.4.2.5. Le maître d'œuvre, s'il est une personne morale, déclare avoir acquis de ses salariés tous les droits et autorisations afférents à leur participation à l'opération, objet du présent marché, empêchant ces salariés de troubler l'exploitation des droits cédés au maître de l'ouvrage.

1.4.2.6. Le maître d'œuvre autorise le maître de l'ouvrage à procéder à toutes modifications qu'il jugera utiles passer un délai de cinq années après expiration du délai de réalisation de l'opération faisant l'objet du présent marché. Toutefois, ce délai ne sera pas respecté par le maître de l'ouvrage en cas d'obligation réglementaire lui imposant les modifications.

1.4.2.7. Le maître d'œuvre autorise le maître de l'ouvrage à procéder à la destruction du bâtiment passé un délai de dix années après expiration du délai de réalisation de l'opération faisant l'objet du présent marché. La destruction pourrait intervenir avant expiration de ce délai, sans autorisation préalable du maître d'œuvre, en cas de force majeure ou en cas de demande d'une autorité administrative.

1.5. NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, il sera procédé selon les prescriptions des articles 1690 et 2075 du Code Civil et de l'article L. 521-1 du Code du Commerce.

1.6. ENREGISTREMENT

Le présent marché n'est pas soumis au droit d'enregistrement.

2. PIECES CONSTITUTIVES ET PARTIES CONTRACTANTES

Les pièces constitutives du marché sont les pièces générales et les pièces particulières définies ci-après. Les pièces générales, bien que non jointes aux marchés sont réputées connues du maître d'œuvre.

2.1. PIECES GENERALES

Les pièces générales sont (liste non exhaustive) :

2.1.1. Lois et règlements

Les lois et les règlements en vigueur, notamment ceux relatifs aux habitations à loyer modéré et plus précisément ceux relatifs aux prescriptions techniques minimales liés aux financements aidés octroyés par l'Etat pour de telles opérations.

Les règles générales de construction des bâtiments d'habitation édictées par le décret n°69-596 du 14 juin 1969 modifié, la réglementation sur les économies d'énergie et acoustique (NRA) publiée et en vigueur le mois précédent la date de l'acte d'engagement, ainsi que la réglementation thermique en vigueur (RT).

Le règlement sanitaire départemental.

Les éventuels règlements de voirie applicables dans la commune où se situe l'opération.

2.1.2. Les normes et DTU

Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF et du CSTB, et notamment les normes homologuées (françaises et européennes) ou les normes applicables en France en vertu d'accords internationaux, dans les conditions prévues au décret n° 84.74 du 26 janvier 1984 modifié, fixant le statut de la normalisation, les cahiers des clauses techniques des DTU (Documents Techniques Unifiés).

2.1.3. Le CCAG

Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (MOE) en vigueur le mois précédent la date de l'acte d'engagement.

2.1.4. Les avis et documents techniques

Les avis techniques du C.S.T.B. et les assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.

2.1.5. Les labels

Le maître d'œuvre devra obligatoirement les études nécessaires à l'obtention des labels exigés par le maître de l'ouvrage et stipulés dans le programme de référence de l'opération. Il n'y a pas de label spécifique pour cette opération, mais tous les logements devront à minima avoir un DPE de classe C.

2.2. PIECES PARTICULIERES

Les pièces particulières du marché sont :

2.2.1. L'acte d'engagement (AE)

L'acte d'engagement constitue l'offre du maître d'œuvre. Il doit être signé par lui, ou dans le cas de personne morale, par un représentant valablement habilité. Dans le cas de groupement, l'acte d'engagement est soit signé par l'ensemble des cotraitants, soit par le mandataire dès lors qu'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ses pairs.

Tout marché attribué en méconnaissance des stipulations des Articles L2141-1 à L2141-5 du Code de la Commande Publique suite notamment à des déclarations frauduleuses ou malveillantes est nul de plein droit et ouvre la possibilité au maître de l'ouvrage de réclamer des dommages et intérêts, dont le montant ne saurait être inférieur à 20 % du montant de l'offre, sans préjudice de toute action contentieuse ou judiciaire complémentaire.

L'acte d'engagement fixe la durée pendant laquelle le maître d'œuvre est tenu par son offre. Cette durée ne peut être inférieure à 120 jours. A l'expiration de ce délai le maître d'œuvre n'est plus lié par son engagement. Pour qu'il soit valable, le marché doit être notifié au maître d'œuvre par le Maître d'Ouvrage dans le délai précité.

L'acte d'engagement fixe la durée pendant laquelle le maître d'œuvre est tenu par son offre. Cette durée ne peut être inférieure à 120 jours. A l'expiration de ce délai le maître d'œuvre n'est plus lié par son engagement. Pour qu'il soit valable, le marché doit être notifié au maître d'œuvre par le Maître d'Ouvrage dans le délai précité.

L'acte d'engagement est complété par les annexes suivantes :

2.2.1.1. Lettre d'accord des autres maîtres d'œuvre en cas de groupement donnant habilitation au mandataire, ainsi que la répartition des honoraires par élément de mission, et description précise du contenu de chaque élément de mission assuré par chaque partenaire.

2.2.1.2. La liste des sous-traitants

La liste des sous-traitants est accompagnée de :

- La nature des prestations dont la sous-traitance est prévue ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé, ses qualifications ;
- Le montant prévisionnel des sommes à payer directement au sous-traitant ;
- Les modalités de règlement de ces sommes ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, celles de variations des prix ;
- Les attestations et déclarations permettant de vérifier la position des sous-traitants au regard des impôts, cotisations sociales et réglementation du travail ;
- La caution ou la garantie à première demande que le maître d'œuvre doit souscrire pour garantir les paiements au sous-traitant en vertu de l'article 14 de la loi du 31 décembre 1975.

Afin de traiter avec la plus grande célérité et le maximum de garanties, le maître de l'ouvrage a modélisé certains documents. Le maître d'œuvre devra, en conséquence, établir ces pièces selon les modèles types joints en annexe au présent CCAP.

2.2.2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

2.2.3. Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)

2.2.4. La fiche contextuelle de l'opération

2.2.5. Pièces établies pendant l'exécution du marché

Afin d'agir avec la plus grande célérité et le maximum de garanties, le maître de l'ouvrage a modélisé certains documents. Le maître d'œuvre devra, en conséquence, établir ces pièces selon les modèles types joints en annexe au présent CCAP.

Il s'agit de :

- annexe « Compte-rendu de chantier » ;
- annexe « Déclaration du sous-traitant » ;
- annexe « Demande d'acceptation du sous-traitant » ;
- annexe « Caution personnelle et solidaire (Sous-traitance) » ;
- annexe « Garantie à première demande (Sous-traitance) » ;
- annexe « Procès-verbal de réception »
- annexe « Procès-verbal de levée de réserve »
- annexe « Situation de travaux »
- annexe « Plan type d'un logement » ;
- annexe « Modèle de convention de compte prorata » ;

2.3. ORDRE DE PRESEANCE DES PIECES ET MODIFICATION DU MARCHÉ

2.3.1. Ordre de préséance des pièces

Les pièces constitutives des marchés prévalent, en cas de contradiction ou de différence, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus.

2.3.2. Modification du marché

Après sa notification d'attribution, le marché peut être modifié de deux manières :

- a) par notification d'ajustement tarifaire à l'initiative du maître de l'ouvrage, en fonction des montants de travaux notifiés aux entreprises après décision de la Commission d'Appel d'Offres
- b) par voie d'avenant(s) signé(s) par les parties contractantes.

Il est précisé que le programme de l'opération et l'estimation prévisionnelle du coût des travaux peuvent être réglementairement modifiés ou complétés jusqu'à l'issue de la phase avant-projet définitif. Ces modifications ou compléments seront également constatés par voie d'avenant.

2.4. PARTIES CONTRACTANTES

2.4.1. Identité des parties contractantes

La SA d'H.L.M. PLURIAL NOVILIA, au capital social de 86.427.728 €, ayant son siège social situé à REIMS (51100), 2 place Paul Jamot, inscrite au RCS de Reims sous le n° 335 480 679, représentée par son Directeur Général, agissant ès qualité, M. Johnny HUAT

Désigné au présent marché par « **le maître de l'ouvrage** »

D'une part

Au titre de la maîtrise d'œuvre de conception :

Le ou les architectes désignés à l'Acte d'Engagement.

Au titre de la maîtrise d'œuvre de réalisation :

Le ou les prestataires désignés à l'Acte d'Engagement en cas d'affermissement de la tranche optionnelle, ou désignés par le maître d'ouvrage dans le cas contraire.

D'autre part

2.4.2. Autres partenaires

Dans les cas et conditions prévues par le Code de la Construction et de l'Habitation, le maître de l'ouvrage peut faire appel à des intervenants techniques pour l'assister dans la réalisation de l'opération.

Ces missions complémentaires peuvent être confiées soit à l'architecte, soit à un autre prestataire désigné par le maître de l'ouvrage. Dans ce dernier cas, les coordonnées et le contenu des missions sont communiqués à l'architecte par le maître de l'ouvrage.

Le maître de l'ouvrage peut notamment désigner les intervenants pour les missions suivantes :

A/ Contrôle technique

B/ **Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé**, étant entendu que le chantier est soumis aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et de ses textes d'application dont le code du travail.

C/ Bureau d'étude :

- Géotechnique : limité à la mission G2.
- Géomètre (topographie, limite parcellaire et de domanialité, réseaux enterrés, relevés des existants).
- Diagnostic amiante avant travaux et avant démolition.
- Diagnostic structure

Toutes autres missions étant réputées à la charge du Maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra prendre en compte dans l'exécution du présent marché, et à ses frais, l'ensemble des observations des intervenants que le maître de l'ouvrage lui aura désignés, et ce afin d'obtenir une conformité de l'ouvrage sans réserve tant au stade des études que de la réalisation.

2.4.3. Modifications tenant aux statuts du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est tenu de notifier immédiatement au maître de l'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le maître d'œuvre ;
 - À la forme de la société ;
 - À la raison sociale de la société ou à sa dénomination ;
 - À l'adresse du siège de la société ;
 - Au capital social de la société ;
- Et généralement toutes les modifications importantes dues au fonctionnement de la société.

2.4.4. Groupement et cotraitance

Au sens du présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés « cotraitants » s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Les cotraitants sont conjoints : chacun d'eux n'est engagé que pour la partie du contrat qu'il exécute : toutefois, l'un d'entre eux, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, est solidaire de chacun des autres dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard du maître de l'ouvrage jusqu'à la date où ces obligations prennent fin. Le mandataire représente, jusqu'à la date ci-dessus, l'ensemble des cotraitants conjoints vis à vis du maître de l'ouvrage pour l'exécution du contrat.

Le rôle du mandataire est le suivant :

- a. Il représente les différents membres du groupement vis à vis du maître de l'ouvrage.
 - à ce titre, le mandataire doit prendre toutes les mesures nécessaires pour que les prestations du présent marché soient réalisées dans les conditions dudit marché, éventuellement modifié par voie d'avenant, quand bien même un des membres du groupement serait défaillant.
 - à ce titre également, toute notification, tout courrier à destination du groupement ou de l'un de ses membres peut valablement lui être adressé
 - de la même façon, le mandataire vise toutes les pièces établies par le groupement ou l'un de ses membres dès lors que celles-ci concernent l'application du marché (mémoires, déclarations, notes d'honoraires, demande d'agrément de sous-traitant(s), etc.).
- b. Il assure la coordination entre les membres du groupement.

2.5. SOUS TRAITANCE

L'attention du maître d'œuvre est tout particulièrement attirée sur les dispositions essentielles de la loi du 31 décembre 1975 applicables en matière de sous-traitance.

Il est rappelé les dispositions du décret n°92.508 du 11.06.1992 relatif au travail clandestin et modifiant le Code du Travail.

Comme indiqué à l'article 1.3. du présent CCAP, l'entrepreneur peut sous-traiter une partie de ses prestations dans les conditions suivantes :

2.5.1. Acceptation expresse par le maître d'ouvrage

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, à condition d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

A l'appui de cette demande, il remet au maître de l'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration et les documents précisés à l'article 2.2.1.2. du présent CCAP.

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie qu'il a contracté les polices d'assurances visées à l'article 7.1.

Le silence du maître de l'ouvrage gardé pendant vingt et un jours à compter de la réception des documents susmentionnés vaut acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2.5.2. Formalisation par voie d'avenant

Si l'acceptation d'un ou de plusieurs sous-traitants et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance ne résultent pas de l'acceptation de l'acte d'engagement, ils seront constatés par un avenant signé par la personne qui conclut le contrat de sous-traitance.

L'avenant signé par le maître de l'ouvrage et par le maître d'œuvre précise :

- La nature des prestations sous-traitées, le nom, la raison ou dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- Le montant des sommes à payer directement au sous-traitant, les modalités de règlement de ces sommes (le cas échéant).

Dans le cas d'un marché passé avec des maîtres d'œuvre groupés, la signature de tous les maîtres d'œuvre cocontractants peut être valablement remplacée par celles du mandataire, et du maître d'œuvre qui a conclu le contrat de sous-traitance.

L'acceptation et l'agrément ne valent que dans la limite du montant figurant dans l'acte d'engagement ou l'avenant.

Dès la signature de l'avenant, le maître d'œuvre remet au sous-traitant une copie de la partie de l'avenant, concernant la sous-traitance.

Dès que l'acceptation et l'agrément ont été obtenus, le maître d'œuvre fait connaître au maître d'ouvrage le nom de la personne physique qualifiée pour représenter le sous-traitant et le domicile élu par ce dernier à proximité des travaux.

2.5.3. Modifications

En cours d'exécution, le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître de l'ouvrage du marché les modifications concernant les sous-traitants.

La validité de l'avenant est subordonnée, le cas échéant, à l'accomplissement des formalités nécessaires à la réduction du nantissement.

2.5.4. Responsabilité du maître d'œuvre

En cas de sous-traitance, le maître d'œuvre demeure personnellement responsable du respect de toutes les obligations résultant du marché envers le maître de l'ouvrage.

2.5.5. Mesures coercitives

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le maître d'œuvre à l'application des mesures prévues aux articles 8.3.3. et 8.6. du CCAP. Il en est de même si le maître d'œuvre a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

2.5.6. Devoir d'information

Le maître d'œuvre est tenu de communiquer le contrat de sous-traitance et ses avenants éventuels au maître de l'ouvrage, lorsque celui-ci en fait la demande. Si, sans motif valable, il n'a pas rempli cette obligation quinze jours après avoir reçu cette demande, et après avoir été mis en demeure de le faire, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 8.6. du CCAP.

Le maître de l'ouvrage délivre également, sans frais, au maître d'œuvre, aux cotraitants, et aux sous-traitants payés directement, les pièces qui leur sont nécessaires pour le nantissement de leurs créances.

Les travaux exécutés par des sous-traitants ayant droit au paiement direct sont payés dans les conditions stipulées par le marché, avenant ou acte spécial (cf. annexe « Demande d'acceptation du sous-traitant »).

2.5.7. Cautionnement

À peine de nullité de la sous-traitance, les paiements de toutes les sommes dues par le maître d'œuvre au sous-traitant sont garantis par une caution personnelle et solidaire (cf. annexe « Caution personnelle et solidaire (Sous-traitance) ») ou une garantie à première demande (cf. annexe « Garantie à première demande (Sous-traitance) ») obtenue par le maître d'œuvre auprès d'un établissement qualifié, agréé dans des conditions fixées par décret.

Cependant, la caution ou la garantie à première demande n'aura pas lieu d'être fournie si le maître d'œuvre délègue au maître de l'ouvrage les paiements au sous-traitant dans les termes de l'article 1275 du Code Civil, à concurrence du montant des prestations exécutées par le sous-traitant.

3. PRIX ET REGLEMENT

3.1. CONTENU ET CARACTERE DU PRIX

3.1.1. Détermination du prix

Le marché est passé à prix non actualisable et non révisable.

Conformément à l'article L2432-1 du Code de la Commande Publique, le marché de maîtrise d'œuvre prévoit une rémunération forfaitaire du titulaire couvrant l'ensemble de ses charges et mission, ainsi que le bénéfice qu'il en escompte.

Pour le présent marché, en raison de la nature des travaux, le coût prévisionnel de ceux-ci n'est pas encore connu au stade du lancement de la consultation. La rémunération du maître d'œuvre sera donc fixée, dans un premier temps, de manière provisoire sur la base du coût d'objectif des travaux arrêté par le Maître d'Ouvrage.

- **La rémunération provisoire du maître d'œuvre est fixée selon un pourcentage qui s'applique au coût d'objectif hors taxe des travaux.**

Au vu du programme et de l'enveloppe financière allouée par le maître de l'ouvrage, le maître d'œuvre établit une proposition financière (en %) qu'il reporte sur son Acte d'Engagement signé.

La procédure de consultation, d'analyse des offres et de sélection du titulaire seront menés par le maître de l'ouvrage sur la base de cette proposition.

Le montant forfaitaire du marché de maîtrise d'œuvre est alors fixé de manière provisoire en utilisant le pourcentage indiqué dans l'acte d'engagement et en l'appliquant au coût d'objectif des travaux.

Pour permettre le démarrage de leur exécution, les marchés sont notifiés et signés à ce stade en tenant compte de cette rémunération forfaitaire provisoire.

- **Dans un second temps, le montant de cette rémunération provisoire sera remplacé par le montant forfaitaire définitif dans les conditions ci-dessous :**

La rémunération provisoire devient définitive lors de l'acceptation par le maître d'ouvrage de l'Avant-Projet Définitif (APD), sur la base de l'estimation prévisionnelle des travaux réalisée par le maître d'œuvre et acceptée par le maître d'ouvrage, avant le lancement de la procédure de passation des contrats de travaux.

La rémunération du maître d'œuvre est alors fixée définitivement et forfaitairement, par application du taux de rémunération indiqué à l'Acte d'Engagement signé par le maître d'œuvre multiplié par le coût prévisionnel des travaux hors taxe de l'APD et validé par le maître d'ouvrage.

Les marchés du maître d'œuvre sont régularisés par voie d'avenant pour tenir compte de cette rémunération forfaitaire définitive.

Hormis l'accord des parties contractantes pour la modification du prix par voie d'avenant au présent marché, le prix ne peut varier qu'aux conditions fixées au présent CCAP, notamment pour cause de pénalités (articles 8.1. à 8.4.), de résiliation (article 8.6.).

3.1.2. Contenu du prix

Le montant des honoraires fixé à l'acte d'engagement par le maître d'œuvre et accepté par le maître de l'ouvrage est réputé couvrir toutes les charges et missions liées à l'exécution du marché y compris le prix de cession des droits de propriété intellectuelle, les frais généraux, frais d'assurances, impôt et taxes, et assurer au maître d'œuvre une marge pour risques et bénéfices.

3.1.3. Principe de calcul du prix

La rémunération du maître d'œuvre tient compte de l'étendue de la mission, du degré de complexité de cette mission, du coût et de la durée prévisionnelle des travaux.

Ainsi, les taux et montants de rémunération (provisoires et définitifs) du maître d'œuvre constituent un forfait de rémunération réputé prendre en compte :

a. Pour l'étendue de la mission

- Des prestations demandées ;
- Du mode de dévolution des travaux ;
- Des délais impartis ;
- Des engagements souscrits par le maître d'œuvre pour respecter le coût prévisionnel des travaux.

b. Pour le degré de complexité de la mission

- Du type et de la technicité de l'ouvrage ;
- Des contraintes du site et de l'environnement ;
- Des contraintes et des exigences du programme.

c. Des éventuelles variations dans le coût des travaux

La rémunération forfaitaire du maître d'œuvre ne sera pas modifiée par les variations susceptibles d'intervenir dans le prix des travaux, notamment pour :

- Les différences entre les estimations des prix de travaux et leur coût de notification ou d'exécution réel
- L'ensemble des révisions ou actualisations des marchés des entreprises, le cas échéant.

En revanche, la rémunération forfaitaire du maître d'œuvre peut être modifiée, dans le cas où le maître d'œuvre ne respecte pas ses engagements, qu'ils concernent le coût des travaux ou les performances à atteindre.

Afin de contrôler le respect des différents engagements du maître d'œuvre, l'établissement des différentes estimations, ainsi que les coûts de travaux, sont ramenés à la même date valeur pour échapper aux variations des données économiques.

Néanmoins, en cas de modification substantielle du programme ou de prestations supplémentaires (non incluse à l'origine) décidées par le maître d'ouvrage, le montant de la rémunération de la maîtrise d'œuvre pourra être modifié par avenant au marché initial.

3.1.4. Rémunération et coût des travaux

3.1.4.1. Estimation prévisionnelle avant procédure de consultation des entreprises

Préalablement au lancement de l'appel d'offres portant sur les marchés de travaux, le maître d'œuvre réalisera le Dossier de Consultation des Entreprises, comportant son estimation par lot du coût des travaux. Cette estimation est assortie d'un taux de tolérance **t1** fixé à 5 % par le maître d'ouvrage et acceptée par le maître d'œuvre.

L'estimation du coût des travaux servira de base au jugement des offres des entreprises.

Cette estimation, assortie du taux de tolérance **t1**, devra être compatible avec le prix d'objectif fixé par le maître de l'ouvrage. Si le coût prévisionnel des travaux proposé par le maître d'œuvre est supérieur au prix d'objectif majoré du taux de tolérance **t1**, le maître de l'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus.

3.1.4.2. Contrôle du coût des travaux

Le contrôle du coût des travaux s'effectue à l'issue de la consultation des entreprises.

Dans le cas où le coût constaté de l'ouvrage dépasse l'estimation prévisionnelle assortie du taux de tolérance **t1**, le maître d'œuvre devra reprendre ses études sans prétendre à des rémunérations complémentaires afin de respecter le coût prévisionnel des travaux assorti du taux de tolérance **t1** sur lequel il s'est engagé.

Il est précisé à cet égard que la reprise des études doit se faire dans le respect du programme arrêté au préalable.

Dans le cas où l'écart entre l'estimation prévisionnelle du maître d'œuvre et le coût constaté à l'issue de la consultation des entreprises est tel que le programme arrêté au préalable ne peut plus être respecté, il sera, au choix du maître de l'ouvrage :

- Soit mis fin au marché du maître d'œuvre dans les conditions de l'article 8.6. ;
- Soit établi un avenant pour modifier le programme, ou l'estimation prévisionnelle ainsi que, le cas échéant, le taux de rémunération du maître d'œuvre.

Après contrôle du coût des travaux et décision favorable de la Commission d'Appel d'Offres, le maître de l'ouvrage notifiera les marchés de travaux aux entreprises retenues.

3.1.4.3. Respect du coût des travaux

Au titre de l'assistance au maître de l'ouvrage pour la direction de l'exécution des marchés de travaux, le maître d'œuvre de réalisation doit s'assurer que le coût des travaux ne subit pas de dérives préjudiciables à l'économie de l'opération.

A cet égard, le maître d'œuvre s'engage à ce que le montant cumulé des travaux - travaux sous contrat et hors contrat - ne soit pas supérieur au montant initial du cumul des marchés de travaux lors de leur signature affecté d'un taux de tolérance **t2** fixé à 2%.

Cet écart du coût des travaux n'engendrera pas de rémunération complémentaire de la maîtrise d'œuvre.

Au-delà de ce taux de tolérance **t2**, la rémunération du maître d'œuvre pourra être réduite dans les conditions fixées à l'article 8.4.1. du présent marché. En cas de dissociation de la maîtrise d'œuvre de conception et de la maîtrise d'œuvre de réalisation, la baisse de la rémunération sera appliquée au Maître d'œuvre qui sera à l'origine

du dépassement du coût des travaux. Au cas où les deux maîtres d'œuvre sont tous deux à l'origine du dépassement, leurs honoraires seront réduits à due proportion de leurs erreurs respectives.

Si un différend survient entre le maître d'œuvre de conception et le maître d'œuvre de réalisation sur la détermination des responsabilités ayant conduit au dépassement du taux de tolérance **t2**, ceux-ci conviennent de soumettre leur différend à un arbitrage.

3.2. REPARTITION DES PAIEMENTS

3.2.1. Répartition en fonction des éléments de mission

La rémunération de la maîtrise d'œuvre est répartie en fonction des éléments de mission. **Cette répartition est fixée à l'acte d'engagement.**

A défaut d'indication dans l'acte d'engagement, il sera appliqué la répartition suivante :

Tranche ferme : phase conception (mission de base)

• Relevé et diagnostic des existants + études préliminaires.....	12 %
• Avant-projet sommaire.....	15 %
• Avant-projet définitif	20 %
• Dossier de demande de permis de construire (Toute demande d'autorisation d'urbanisme comprise)	5 %
• Projet de conception générale	20 %
• Dossier de consultation des entrepreneurs.....	20 %
• Mise au point des marchés travaux	8 %
Cumul	100%

3.2.2. Répartition entre les intervenants

La rémunération de la maîtrise d'œuvre est répartie entre les différents intervenants selon les indications de l'acte d'engagement et de la grille de répartition des honoraires. Si l'acte d'engagement ne fixe pas la répartition des sommes à payer, celle-ci résulte d'un avenant ou d'actes spéciaux dans le cas de sous-traitance.

3.3. ACTUALISATION ET REVISION DU PRIX

Le prix est global et forfaitaire. Il n'est ni actualisable ni révisable.

3.4. TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA selon la réglementation en vigueur.

3.5. CONDITIONS DE PAIEMENT

Les sommes dues au maître d'œuvre au titre du présent marché feront l'objet d'acomptes versés dans les conditions suivantes :

- Après approbation de l'élément de mission dans les conditions fixées à l'article 3.2.1. pour « les relevés et diagnostics de l'existant et études préliminaires », « l'avant-projet sommaire », « l'avant-projet définitif », du « dossier de demande de permis de construire (Toute demande d'autorisation d'urbanisme comprise) » et du « projet de conception générale » ;
- Après signature des marchés de travaux pour les éléments de mission « dossier de consultation des entreprises » et « mise au point des marchés de travaux » ;
- Par acomptes mensuels, bimestriels ou trimestriels
- Pour l'élément de mission « direction de l'exécution des marchés de travaux », étant précisé que le montant de ces acomptes est proportionnel aux montants de travaux exécutés et limité à 85% du montant de cet élément de mission pendant le déroulement du chantier, le solde, soit 15% étant réglé après réception du dernier décompte général des travaux acceptés sans réserve par l'entrepreneur.
- Pour ce qui concerne l'élément de mission « assistance aux opérations de réception des travaux », par acomptes fixés à :
 - 50% de l'élément de mission à l'issue des réceptions et levées des réserves
 - 50% de l'élément de mission à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement

Les versements visés ci-dessus devront intervenir dans le délai de 45 jours fin de mois à réception des factures ou demandes d'acomptes ou de solde formulées par écrit par le maître d'œuvre et adressées par tout moyen permettant de prouver la date de réception (lettre recommandée avec accusé de réception, remise en main propre contre récépissé) au maître de l'ouvrage, soit à partir du jour où ces demandes d'acomptes auront été rectifiées à la demande du maître de l'ouvrage.

En cas de désaccord du maître de l'ouvrage sur une demande d'acompte, celui-ci devra faire connaître au maître d'œuvre dans un délai de 10 jours à partir de la demande d'acompte le montant des sommes qu'il estime devoir lui payer.

La partie non contestée d'une demande devra faire l'objet d'un paiement dans le délai mentionné ci-dessus, la partie contestée devra, si elle est due, être payée dans le délai d'un mois à compter du jour où un accord sera intervenu entre le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage.

Les comptes visés au présent article seront calculés à partir du prix mentionné à l'Acte d'Engagement qui est égal au taux forfaitaire de rémunération indiqué à l'Acte d'Engagement du maître d'œuvre multiplié par le montant définitif HT des travaux, aussi longtemps que ce forfait n'aura pas fait l'objet d'une rectification en fonction de la notification des marchés de travaux aux entreprises et tant que cette rémunération n'aura pas fait l'objet d'une rectification en fonction des clauses du présent marché.

3.6. AVANCES

Il n'est pas prévu d'avance.

3.7. REMUNERATION FINALE

La rémunération finale due au maître d'œuvre est égale au montant définitivement et forfaitairement arrêté par application du taux de rémunération indiqué à l'Acte d'Engagement multiplié par le coût prévisionnel des travaux hors taxe de l'APD et validé par le maître d'ouvrage, éventuellement majoré ou minoré par avenant(s) en cours de marché, après corrections apportées, le cas échéant, par les pénalités et réfections mentionnées à l'article 8. du présent CCAP.

Le solde de la rémunération ne pourra intervenir qu'après production par le maître d'œuvre de l'attestation de sa compagnie d'assurance mentionnant explicitement le nom de l'opération et le montant couvert.

En cas de résiliation du marché aux torts du maître d'œuvre, la rémunération finale est égale au montant des éléments de mission tels que définis au 3.2.1. du présent CCAP totalement réalisés affectés d'un abattement de 10%. Les éléments de mission non totalement achevés ne donneront lieu à aucune rémunération.

Il est néanmoins précisé que si la résiliation intervient durant l'élément « direction de l'exécution des marchés de travaux », la partie de cet élément de mission sera réglée au prorata de l'avancement des travaux comme indiqué à l'article 3.5. affecté d'un abattement de 25%.

Si la résiliation intervient à la suite du décès du maître d'œuvre, le maître de l'ouvrage pourra accepter le paiement des sommes dues en fonction de l'avancement des tâches sans abattement.

Les clauses relatives à la résiliation ne font pas obstacle à tous recours que le maître de l'ouvrage pourrait décider d'engager.

4. DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

4.1. COMPTAGE DES DELAIS

Le délai d'exécution du présent marché part de la notification de celui-ci.

Dans le cadre du présent cahier des clauses administratives particulières :

- Tout délai commence à courir au début du lendemain du jour où s'est produit l'acte ou le fait qui sert de point de départ à ce délai, il expire à la fin du dernier jour ;
- Le délai exprimé en jours s'entend en jours calendaires ;
- Le délai exprimé en mois, s'entend de quantième à quantième ; s'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois final, le délai expire à la fin du dernier jour de ce mois final ;
- Si le dernier jour du délai est légalement chômé ou férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvrable qui suit.

4.2. PROLONGATION DES DELAIS CONTRACTUELS

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le maître de l'ouvrage au maître d'œuvre lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

En ce cas, le maître d'œuvre doit signaler au maître de l'ouvrage les causes faisant obstacle à l'exécution du marché qui selon lui échappent à sa responsabilité. Il dispose, à cet effet, d'un délai d'un mois à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues.

Il formule en même temps une demande de prolongation du délai contractuel. Il indique la durée de la prolongation dès que le retard peut être déterminé. Le maître de l'ouvrage notifie sa décision dans le mois suivant la demande.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée pour des événements survenus après l'expiration du délai contractuel éventuellement déjà prolongé.

4.3. DELAIS D'ETUDES

4.3.1. Délais d'études

L'acte d'engagement fixe la durée des délais d'établissement des documents d'études.

Le point de départ de ces études est donné :

- Par la notification du marché pour les relevés et études préliminaires ;
- Par l'approbation par le maître de l'ouvrage de la phase antérieure pour les études relatives à l'avant-projet sommaire, à l'avant-projet définitif, au dossier de demande d'autorisation d'urbanisme et au projet de conception générale - ou - par la notification dans le délai d'approbation des études, d'un ordre de service spécial prescrivant de démarrer à un autre moment.

A défaut de précision dans l'acte d'engagement, le maître d'œuvre dispose des délais suivants pour la réalisation des études, l'établissement et la transmission de documents après modifications éventuelles conformément aux observations du maître de l'ouvrage :

- * Relevé et diagnostic des existants – études préliminaires : 4 semaines ;
- * Études d'avant-projet sommaire : 4 semaines ;
- * Études d'avant-projet définitif : 6 semaines ;
- * Études du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme : 5 jours ;
- * Études du projet de conception générale : 1 mois ;
- * Préparation du dossier de consultation des entreprises : 1 mois.

4.3.2. Délais d'approbation des études

Les délais maxima dans lesquels le maître de l'ouvrage devra procéder à l'acceptation des documents d'études sont fixés à :

- * Relevé et diagnostic des existants – études préliminaires : 7 jours ;
- * Etudes d'avant-projet sommaire : 10 jours ;
- * Etudes d'avant-projet définitif : 10 jours ;
- * Etudes du dossier de demande d'autorisation d'urbanisme : 5 jours ;
- * Etudes du projet de conception générale : 4 semaines ;

* Dossier de consultation des entreprises : 4 semaines.

Le point de départ de ces délais est celui où le maître d'œuvre aura remis au maître de l'ouvrage les documents d'études en cause, éventuellement modifiés pour répondre aux observations et demandes du maître de l'ouvrage.

Au cas où le maître de l'ouvrage ne respecterait pas ces délais de réponse, le délai contractuel serait prolongé du nombre de jours de retard.

La non-réponse du maître de l'ouvrage ne sera aucunement considérée comme une acceptation tacite de sa part des éléments de mission soumis à son approbation.

4.4. PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

4.4.1. Délais d'examen des offres des entreprises

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de 10 jours pour établir le rapport comparatif des offres des entreprises à compter du jour où les offres lui sont transmises. Par principe, le jour de remise des offres est fixé au jour de tenue de la commission d'appel d'offres.

4.4.2. Délais d'études complémentaires

Dans le cas où à l'issue de la consultation des entreprises, il s'avère que l'estimation prévisionnelle définitive, assortie du taux de tolérance **t1**, est dépassée, le maître d'œuvre dispose d'un délai de 15 jours pour proposer au maître de l'ouvrage les solutions permettant de respecter ses engagements dans le cadre du programme.

A défaut, ou en cas de constat négatif, le maître de l'ouvrage peut mettre en œuvre l'une des deux dispositions prévues à l'article 3.1.4.2. du présent CCAP.

4.5. DELAIS RELATIFS A LA DIRECTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DE TRAVAUX

Dès la notification des marchés de travaux aux entreprises, le maître d'œuvre dispose des délais suivants pour la direction de l'exécution des marchés de travaux :

- * Approbation du calendrier des travaux : 8 jours ;
- * Visa de plans et notes de calcul produits par les entreprises : 8 jours ;
- * Transmission de ces plans et notes de calcul visés au maître de l'ouvrage : 5 jours ;
- * Approbation des échantillons et prototypes : à la présentation des échantillons, en collaboration avec le maître de l'ouvrage ;
- * Diffusion des comptes rendus de chantier : 2 jours après réunions de chantier ;
- * Vérification des demandes d'acompte des entreprises et transmission au maître de l'ouvrage des propositions de paiement : 8 jours après la réception de la situation de travaux, par tout moyen permettant de prouver la date de réception (lettre recommandée avec accusé de réception, remise en main propre contre récépissé) ;
- * Établissement des pièces modificatives aux marchés de travaux après accord du maître de l'ouvrage : 8 jours à compter de la réception du devis (O.S. rédigé par le maître de l'ouvrage) ;
- * Réception des travaux : 8 jours pour établir et transmettre la proposition au maître de l'ouvrage de réception de l'ouvrage avec indication des délais de levée des éventuelles réserves.
- * Vérification des mémoires définitifs, établissement des DGD, et transmission au maître de l'ouvrage : 10 jours après réception des mémoires définitifs par tout moyen permettant de prouver la date de réception (lettre recommandée avec accusé de réception, remise en main propre contre récépissé).

4.6. DELAI RELATIF AU DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de deux mois pour transmettre au maître de l'ouvrage le dossier des ouvrages exécutés.

Ce délai court à compter de la date de réception des travaux, prononcée avec ou sans réserve.

4.7. DELAI DE TRANSMISSION DES PIECES DU MARCHE DE MAITRISE D'OEUVRE

Le maître d'œuvre dispose des délais suivants :

- * Transmission de ses notes d'honoraires : 8 jours après la fin du mois de l'exécution de la phase concernée ;
- * Transmission de son décompte final d'honoraires : 10 jours après la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- * Transmission de l'attestation d'assurance : 10 jours après l'ouverture de chantier.

4.8. MODIFICATIONS DU MARCHÉ

4.8.1. Modification liée à la réglementation

Toute modification de la réglementation survenant au cours du présent marché et entraînant des études complémentaires, ou la reprise partielle de celles-ci ou conduisant à une modification dudit marché ou du programme pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant.

4.8.2. Modification liée au maître de l'ouvrage

Au stade des relevés et études préliminaires, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au programme toutes modifications qu'il pourra juger utiles. Le maître d'œuvre devra modifier ses plans en conséquence, sans rémunération complémentaire.

En revanche, au-delà de ces phases, toute modification substantielle du programme de travaux décidée par le maître de l'ouvrage survenant au cours du présent marché, et entraînant des études complémentaires ou conduisant à une modification dudit marché, pourra donner lieu à l'établissement d'un avenant.

5. REMISE DES DOSSIERS ET PIECES

5.1. NOMBRE D'EXEMPLAIRES DE DOSSIERS ET PIECES

Le maître d'œuvre transmettra au maître de l'ouvrage :

- * Le dossier « études préliminaires » en 2 exemplaires ;
- * Le dossier « avant-projet sommaire » en 2 exemplaires ;
- * Le dossier « avant-projet définitif » en 2 exemplaires ;
- * Le dossier « permis de construire (toute demande d'autorisation d'urbanisme comprise) » en 2 exemplaires, en plus des dossiers destinés à l'administration ;
- * Le dossier « projet de conception générale » en 2 exemplaires ;
- * Le dossier « consultation des entreprises » en 2 exemplaires reproductible et un exemplaire informatisé (plans, CCTP, etc.) ;
- * Le dossier « financement » destiné à la Direction Départementale des Territoires Direction Départementale de l'Équipement, en 2 exemplaires (plans, planning prévisionnel des travaux, et tableau des surfaces planchers, SU, SHAB, et surfaces annexes par appartement) ;
- * Le dossier « mise au point des marchés » en 2 exemplaires ;
- * Le dossier des « ouvrages exécutés » en un exemplaire informatisé au format PDF pour l'ensemble des pièces et en plus au format DWG pour les plans.
- * Le dossier « contrôle de conformité » en 2 exemplaires ;
- * Le(s) dossier(s) « Label » en 2 exemplaires.(si nécessaire)

Il est en outre précisé que :

- Les comptes rendus de chantier seront adressés par courrier électronique au maître de l'ouvrage, à chaque entreprise, au contrôleur technique, et au coordinateur S.P.S. Le maître d'œuvre devra les transmettre en complément par voie électronique à la demande du maître de l'ouvrage;
- * Les propositions de réception seront transmises en 2 exemplaires au maître de l'ouvrage ;
- * Les situations de travaux, accompagnées des propositions de paiement, seront transmises en 2 exemplaires au maître de l'ouvrage – Ces deux exemplaires de la situation et de la proposition de paiement seront visés par le maître d'œuvre - Le maître d'ouvrage en renverra un exemplaire à l'entreprise concernée ;
- * Les notes d'honoraires seront transmises en 1 exemplaire au maître de l'ouvrage.

6. CONTROLES ET RECEPTION

6.1. PROCES VERBAL DE RECEPTION

A l'issue de chacun des éléments de mission, le maître d'œuvre peut demander au maître de l'ouvrage réception dudit élément de mission.

Le maître de l'ouvrage établit alors un procès-verbal de réception partielle constatant que les obligations résultant du marché pour l'élément de mission considéré ont bien été remplies.

Ces procès-verbaux quels que soient leur contenu et les formes dans lesquelles ils sont rédigés n'emportent pas pour autant renonciation du maître de l'ouvrage aux actions que ce dernier pourrait engager au titre du présent marché.

De même, à l'issue du marché, un procès-verbal de réception peut être établi pour l'ensemble de la mission.

6.2. RECEPTION TACITE

A défaut de procès-verbal de réception partielle ou globale, les éléments de mission, ou la mission ne sauraient être considérés comme acceptés par le maître de l'ouvrage.

Pour ce qui concerne les éléments de mission (de la mise au point de marchés de travaux à la fin du délai de garantie de parfait achèvement), le paiement du solde de l'élément de mission considéré par le maître de l'ouvrage vaut acceptation dudit élément de mission.

6.3. DECOMPOSITION DES TACHES ET DES ELEMENTS DE MISSION

La mission du maître d'œuvre a été décomposée en élément comme indiqué à l'acte d'engagement. Cette décomposition a été établie selon un avancement chronologique des tâches. Néanmoins, la réalisation de certaines tâches appartenant à un élément de mission peut être effectuée sans pour autant que l'élément de mission précédent ait été terminé. Aussi, le maître d'œuvre ne pourra se prévaloir de l'exécution d'une tâche incombant à un élément de mission donné pour considérer que les éléments de mission antérieurs sont réalisés en totalité.

7. ASSURANCES ET GARANTIES

7.1. ASSURANCES

Le maître d'œuvre - chacun des cotraitants et des sous-traitants - devra justifier qu'il possède une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'il encourt en vertu notamment des dispositions des articles 1792 1792-2, 1792-3 et 2270 du code civil.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander au maître d'œuvre communication des plafonds de garantie par catégorie de risque et exiger si les circonstances le justifient, l'augmentation de tel ou tel de ces plafonds.

Le maître d'œuvre devra présenter au maître de l'ouvrage la déclaration annuelle à sa compagnie d'assurance des travaux couverts par elle, avec indication des montants, ou, à défaut, une attestation de ladite compagnie indiquant que l'opération a bien été prise en charge.

Le maître d'œuvre doit garantir sa responsabilité du fait des dommages corporels, matériels et immatériels et pour un plafond de garantie suffisant que lui-même ou ses préposés pourraient causer aux ouvrages du maître de l'ouvrage, à ses préposés et à des tiers, dans l'exécution de son présent marché.

Le solde de la rémunération du maître d'œuvre ne pourra intervenir qu'après production par lui de l'attestation de sa compagnie d'assurance mentionnant explicitement le nom de l'opération et le montant couvert.

Le maître d'ouvrage informe les maîtres d'œuvre de l'obligation de souscrire d'autres polices d'assurance telles qu'un contrat collectif de responsabilité décennale pour les opérations de construction d'un coût supérieur à 15 M€ (y compris les honoraires de maîtrise d'œuvre).

8. PENALITES – CONTESTATIONS – PRIMES – ARBITRAGE – RESILIATION

8.1. PENALITES

Les pénalités ci-dessous sont indépendantes l'une de l'autre, en ce sens qu'elles peuvent se cumuler. Les montants donnés en Euros ou au prorata du marché s'appliquent sur les montants Hors Taxes.

Il est précisé que le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Pour l'application des pénalités relatives aux délais, celles-ci résultent de la simple constatation des dépassements sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable. Le maître de l'ouvrage peut admettre dans certains cas que le retard pris sur un élément de mission soit compensé par l'avance sur un autre élément de mission, notamment pour la phase « études ».

Toutes les pénalités prévues ci-dessous s'appliquent sur tous les éléments de mission des missions complémentaires dont les délais sont précisés au CCTP.

8.2. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.2.1. Retard durant la phase « études »

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.3.1 relatif aux délais d'études entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 50 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 150 € pour les jours suivants.

8.2.2. Retard durant la phase « mise au point des marchés de travaux »

Le dépassement du délai fixé à l'article 4.4.1. relatif au délai d'examen des offres des entreprises entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 50 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 150 € pour les jours suivants.

8.2.3. Retard durant la phase « direction de l'exécution des marchés de travaux »

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.5. relatif aux délais de direction de l'exécution des marchés de travaux entraîne l'application des pénalités suivantes :

- * Retard dans la direction technique du chantier (visa de plans, approbation d'échantillons, diffusion de notes, comptes rendus...) : 50 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 150 € pour les jours suivants ;
- * Retard dans le suivi financier des marchés de travaux (vérification des demandes d'acompte, transmission des propositions de paiement, établissement des DGD, avis sur les mémoires en réclamation, avenant, réception...) : 100 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 200 € pour les jours suivants.
- * Retard dans l'exécution d'éléments de la mission OPC : 100 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 200 € pour les jours suivants.

8.2.4. Retard durant la phase « dossier des ouvrages exécutés »

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.6. relatifs à la transmission des dossiers des ouvrages exécutés entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 75 € par jour calendaire de retard.

8.2.5. Retard de réception

Dès lors que le délai d'exécution du chantier est dépassé, le maître d'œuvre exécution se verra appliquer une pénalité par jour calendaire de retard de livraison telle que :

$$\text{Pén} = 0,01\% \times \text{Pi}$$

Où Pén est le montant de la pénalité
Pi est le montant des marchés de travaux notifiés aux entrepreneurs et les avenants approuvés par le maître de l'ouvrage

Cette pénalité est d'un montant minimum de 200 € par jour calendaire.

Cette pénalité s'applique également au maître d'œuvre chargé de réaliser la mission OPC si le retard de réception est lié à des manquements qui lui sont imputables.

8.3. PENALITES POUR RETARD DE TRANSMISSION DE PIECES LIEES AU MARCHE

8.3.1. Pièces générales

Le dépassement des délais fixés à l'article 4.7. relatif à la transmission de pièces liées au marché de maîtrise d'œuvre entraîne l'application d'une pénalité d'un montant égal à 50 € par jour calendaire de retard pour les 7 premiers jours, et d'un montant de 150 € pour les jours suivants hormis pour ce qui concerne les attestations et déclarations aux assurances dont le cas est traité ci-dessous.

8.3.2. Assurances

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage dans les délais prévus à l'article 4.7., et après mise en demeure restée infructueuse dans les 5 jours, il encourt une pénalité journalière de 5/1000 du montant du marché.

Le défaut de communication de ces pièces dans le délai de quinze jours commençant à courir à l'expiration de la mise en demeure expose le maître d'œuvre à l'application des mesures prévues à l'article 8.6. ci-après.

8.3.3. Sous-traitance

Dans le cas où le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître de l'ouvrage dans les quinze jours suivant sa demande, et après mise en demeure restée infructueuse dans les 5 jours, les avenants, actes spéciaux ou les pièces énumérées à l'article 2.2.1.2. du présent CCAP relatif à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 5/1000 du montant du marché.

Le défaut de communication de ces pièces dans le délai de quinze jours commençant à courir à l'expiration de la mise en demeure expose le maître d'œuvre à l'application des mesures prévues à l'article 8.6. ci-après.

8.4. PENALITES POUR NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS

8.4.1. Coût des travaux

Dans le cas où, hors modification du programme par le maître de l'ouvrage, le coût total des travaux dépasse le montant initial du cumul des marchés de travaux majoré du taux de tolérance **t2** tel que défini à l'article 3.1.4.1., il sera appliqué une pénalité d'un montant proportionnel au dépassement constaté telle que :

$$\text{Pén} = \text{Dép} \times \frac{\text{Pf-Pt}}{\text{Pf-Pi}} \times 0,31$$

- Où
- Pén est le montant de la pénalité
 - Dép est le montant du dépassement du prix Pi dont le maître d'œuvre est responsable
 - Pf est le coût final des travaux
 - Pt est le prix initial Pi affecté du taux de tolérance **t2**
 - Pi est le montant des marchés de travaux notifiés aux entrepreneurs et les avenants établis à la demande du maître de l'ouvrage

Pour le cas où les missions de maîtrise d'œuvre de conception et de réalisation sont confiées à deux maîtres d'œuvre différents, et en cas de dépassement du montant Pi, les deux maîtres d'œuvre proposeront conjointement au maître de l'ouvrage une répartition de leurs responsabilités dans ce dépassement.

A défaut de proposition conjointe le maître de l'ouvrage désignera un tiers afin que celui-ci établisse la part de responsabilité de chacun. Cette répartition s'imposera aux deux maîtres d'œuvre.

8.4.2. Performance de l'opération

Dans le cas où l'opération ne respecte pas les performances telles que définies dans le programme, éventuellement modifié, il sera appliqué une pénalité sur la rémunération du maître d'œuvre telle que définie ci-dessous :

- * Performances liées aux caractéristiques techniques de l'opération et entraînant l'octroi de financements complémentaires - prêts, subventions ou primes - : si une erreur, une omission ou une imprécision dans la conception ou la réalisation de l'ouvrage conduit au refus de délivrance de financements complémentaires liés aux caractéristiques techniques de l'opération, il sera appliqué une pénalité d'un montant équivalent à la réduction constatée du financement.

8.4.3. Non-respect de la charte d'insertion sociale

Dans le cas où l'opération ne respecte pas la charte d'insertion sociale, telle que définie dans le programme, éventuellement modifiée, il sera appliqué une pénalité sur la rémunération du maître d'œuvre exécution telle que définie ci-dessous :

Pénalité = 0,1 x (pourcentage d'insertion fixé pour le marché – objectif d'insertion réalisé pour le marché) x Coût final des travaux.

8.4.4. Non-respect de la charte environnementale

Le maître d'œuvre exécution se verra appliqué une pénalité de 100 € sur sa rémunération, à chaque absence de rappel à l'ordre des entrepreneurs en cas de manquement de leur part à la charte environnementale, telle que définie dans le programme, éventuellement modifiée.

8.5. CONTESTATION ET ARBITRAGE

Si un différend survient entre le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre, ceux-ci conviennent de se consulter pour examiner l'opportunité de soumettre leur différend à un arbitrage.

Dans le cas où les parties contractantes conviennent de soumettre leur différend à un arbitrage, il est décidé que cet arbitrage sera effectué par la Direction Départementale des Territoires.

8.6. RESILIATION

Le présent marché sera résilié de plein droit si bon semble à la partie qui n'est ni défaillante, ni en infraction avec ses propres obligations, un mois après mise en demeure restée sans effet notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, et contenant déclaration d'user de la présente clause dans tous les cas d'inexécution ou d'infraction aux dispositions du présent marché, ainsi que dans les cas prévus au présent CCAP. La rémunération est alors établie selon les modalités de l'article 3.2.1.

8.7. TRIBUNAL COMPETENT

Les différends et litiges qui n'auraient pu être réglés par les dispositions du présent marché ou par l'éventuel arbitrage prévu à l'article 8.5. ci avant, seront portés devant les Tribunaux compétents, situés sur la commune du siège social du maître de l'ouvrage.

9. CLAUSE ANTI-CORRUPTION

Le Titulaire s'engage tant pour lui-même que pour l'ensemble des personnes sous sa responsabilité ou agissant en son nom et pour son compte, pendant toute la durée d'exécution du marché, à respecter l'ensemble des lois, réglementations et normes internationales et locales afférentes à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence (Notamment la loi Sapin II du 9 décembre 2016). Le Cocontractant garantit que ni lui, ni aucune personne sous sa responsabilité ou agissant en son nom ou pour son compte, n'a accordé ni n'accordera d'offre, de rémunération ou de paiement ou avantage d'aucune sorte, constituant ou pouvant constituer un acte ou une tentative de corruption ou de trafic d'influence, directement ou indirectement, en vue ou en contrepartie de l'attribution/l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à informer le Pouvoir Adjudicateur, sans délai, de tout élément qui serait porté à sa connaissance et susceptible d'entraîner sa responsabilité au titre du présent article. Le Titulaire s'assurera qu'une enquête sera menée avec diligence en cas de preuve ou de soupçon relatif à la commission d'un acte de corruption et sera signalée au Pouvoir Adjudicateur.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander communication au Titulaire des éléments qu'il estimerait utile pour établir que ce dernier s'est conformé pendant toute la durée d'exécution du marché aux législations afférentes à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence, et ce pendant toute la durée du marché et une période subséquente de 5 ans après la résiliation de ce dernier.

Le Titulaire s'engage à fournir toute assistance nécessaire au Pouvoir Adjudicateur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption et le trafic d'influence. Tout manquement de la part du Titulaire aux stipulations du présent article devra être considéré comme un manquement grave autorisant le Pouvoir Adjudicateur, si bon lui semble, à résilier le marché sans préavis ni indemnité, sous réserve de tous les dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur pourrait prétendre du fait d'un tel manquement.

LOGO MAITRE D'ŒUVRE

Code postal

Tél. : 00.00.00.00.00

Fax : 00.00.00.00.00

E-mail :

NOM OPERATION

Compte-rendu de Chantier N°.. du ../../....

[illegible]

PROCHAIN RDV DE CHANTIER : .. / .. / à .. h ..

Plurial Novilia 
Groupe ActionLogement

L'ensemble des plans EXE doivent être envoyés aux Maîtres d'œuvre, aux bureaux d'études et au bureau de contrôle.

ATTENTION, MODIFICATIONS DES PLANS

- Modifications de plans au .../.../... : Remplacer dans votre dossier les plans N° ..., ..., ..., et ... par les plans modifiés ..., ..., ..., et ...

PLANNING INITIAL D'EXECUTION

- Ordre de services à la date du .../.../...
- Dossier marché signé le .../.../...
- Planning initial d'exécution au .../.../...
- Opérations préalables à la réception à partir de .../.../...
- Date de livraison prévisionnelle au .../.../...

PROLONGATION DU DELAI

- Travaux supplémentaires pour fondations spéciales approuvés par le maitre d'ouvrage : 30 jours
- Intempéries : 10 jours
- Opérations préalables à la livraison sont prévues à .../.../...
- Date de livraison est fixée à .../.../...

RETARD SUR PLANNING D'EXECUTION

En tenant compte des prolongations de délai évoquées ci-dessus et au vu de l'état d'avancement des travaux, il est constaté des retards de 3 semaines sur les prestations suivantes :

Corps d'état	Retard

OBSERVATIONS DU COORDONNATEUR S.P.S.

- Toute entreprise doit avoir fait sa visite d'inspection commune (art R 4512-2 du code du travail) et fournir son PPSPS (art R 4512-7, 8, 9, 10, 11 et 12 du code du travail) avant toute intervention sur le chantier.
- Entreprise **CEDUKOSTO** :
 - 1- Clôture – Clôturer le bout du chantier
 - 2- Panneau de chantier à installer – FAIT
 - 3- WC à nettoyer et à mettre en eau en isolant la tuyauterie - FAIT
 - 4- Treillis soudé vertical dépassant à l'arrière du bâtiment à bouchonner
- Entreprise **BBBBBBBBB** :
 - 1- Pas de remarque sur le chantier
 - 2- Eclairage provisoire à installer dans les escaliers

LOT 01 TERRASSEMENTS: CEDUKOSTO

- Planning d'intervention transmis: le 08/02/10.

LOT 02 GROS-ŒUVRE: CEDUKOSTO

- Planning d'intervention transmis: le 08/02/10.
- -CR01 : Panneau de chantier transmis par internet le 19/01/10, à poser dès réception à l'endroit indiqué ce jour. **FAIT SEM 11.**
- -CR06 : Suivre les remarques du coordonnateur SPS sur le manque de protections collectives à certains endroits. **FAIT.**
- -CR08 : Prendre en compte la modification de casquette qui revient à son état initial, comme vu avec l'architecte et votre bureau d'études béton.

LOT 03 ETANCHEITE : XXXXX

- Planning d'intervention transmis: le 01/02/10.
- Plans réservations: le 01/02/10.
- Fiches techniques: 5^{ème} **RAPPEL de les fournir**

LOT 04 MENUISERIES EXTERIEURES PVC: YYYYYYY

- Planning d'intervention transmis: le 28/01/10.
- Plans d'exécution: **en cours.**
- Fiches techniques: 5^{ème} **RAPPEL de les fournir**
 - o CR02 : Attention, bardage bois uniquement au R+4.
 - o CR02 : Epaisseur de doublage périphérique à prendre en compte pour déterminer le recouvrement des menuiseries : 120 mm
 - o CR05 : Répondre à l'avis suspendu de l'avis technique du 23/02/10.
 - o CR08 : Les appuis sont réalisés au rez-de-chaussée et en fin de semaine au r+1, comme indiqué au planning, prévoir votre prise de cotes, semaine prochaine.

LOT 05 MENUISERIES ALU / SERRURERIE: ZZZZZZZZ

- Planning d'intervention transmis: le 09/02/10.
- Plans de réservations + plans d'exécution : 3^{ème} **RAPPEL de les fournir**
- Fiches techniques: 3^{ème} **RAPPEL de les fournir**

LOT 06 MENUISERIES INT. : AAAAAAA

- Planning d'intervention transmis: le 01/02/10.

[etc ...]

NOTE :

Si le contenu du présent compte-rendu doit faire l'objet de remarques ou de mises au point par les participants, ceux-ci voudront bien le faire par écrit dans les 8 jours auprès du MAITRE D'OUVRAGE.
Au-delà, il est convenu que les décisions indiquées sur les rapports de chantier soient tacitement approuvées entre les parties.

ANNEXE « DECLARATION DU SOUS TRAITANT »

A - Identification du Maître d'Ouvrage

.....
.....

B - Objet du marché

.....
.....
.....

C - Identification du sous-traitant

C1 – Cas général

Nom ou dénomination et adresse du siège du sous-traitant ou du siège social,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Nom ou dénomination de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, association, etc.)

.....

Personne(s) ayant le pouvoir d'engager la société

.....

C2 – Cas particuliers

Le sous-traitant, dans une des situations ci-dessous énumérées, coche la case le concernant. Dans le cas où, le sous-traitant non établi en France est un organisme européen à statut équivalent, il produit tous les éléments de preuve relatif à son statut et notamment les références de droit qui le régissent. Il donne une traduction des textes de référence.

Références :		
1. <input type="checkbox"/> Artisan	Produire l'attestation de la chambre des métiers reconnaissant la qualité d'artisan du candidat ou la liste établie par le ministère chargé de l'artisanat où figure le candidat	
2. <input type="checkbox"/> Société coopérative d'artisans	Indiquer ci-contre les références du Journal officiel de publication de la liste où figure le candidat	
3. <input type="checkbox"/> Entreprise adaptée (article L. 323-31 et s. du code du travail)	Indiquer ci-contre les références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant agrément de l'établissement	
4. <input type="checkbox"/> Etablissement et service d'aide par le travail (article L. 344-2 et s. du code de l'action sociale et des familles)	Indiquer ci-contre références du recueil des actes administratifs de publication de l'arrêté préfectoral portant autorisation de création	

D. Renseignements relatifs à la situation financière du sous-traitant

D-1 Chiffre d'affaires hors taxes des trois dernières années ou des trois derniers exercices clos

	Exercice du au		Exercice du au		Exercice du au	
	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestations objet de la procédure
Travaux		%		%		%
Fournitures		%		%		%
Services		%		%		%
Total		%		%		%

D-2 Le sous-traitant fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente ?

OUI ☐ NON ☐

(Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

E. Renseignements relatifs aux moyens et références du sous-traitant

E-1 : Renseignements relatifs aux moyens

(Description des effectifs du sous-traitant, de l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années - Indication des titres d'études et/ou de l'expérience professionnelle du ou des responsables et des exécutants de la prestation de service envisagée - Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le prestataire ou l'entrepreneur dispose pour l'exécution des services ou de l'ouvrage et déclaration mentionnant les techniciens ou les organismes techniques dont l'entrepreneur disposera pour l'exécution de l'ouvrage)

.....
.....
.....
.....
.....

E-2 : Références

(Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des cinq dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé - Les références données doivent être représentatives de la prestation objet du marché – échantillons, description et/ou photographies des fournitures)

.....
.....
.....
.....

F. Qualification professionnelle

La capacité de l'entreprise peut être prouvée par tout moyen. Possède-t-elle, au regard de la prestation objet du marché :

Des certificats d'identité professionnelle (si oui, les produire) : OUI ☐ NON ☐
Des références de travaux (si oui, les produire) : OUI ☐ NON ☐
D'autres références (si oui, les produire) : OUI ☐ NON ☐

G. Mesures relatives à la qualité

L'entreprise a-t-elle formalisé des mesures de garantie de la qualité pour le type de prestation objet du marché dans un document écrit ?

OUI ☐ NON ☐

L'entreprise produit des certificats établis par des services chargés du contrôle de la qualité et habilités à attester la conformité des fournitures ou des services à des spécifications ou à des normes :

OUI ☐ NON ☐

L'entreprise produit d'autres preuves de mesures équivalentes de garantie de la qualité :

OUI ☐ NON ☐

H - Assurances

L'entreprise est assurée auprès d'une compagnie notoirement solvable pour couvrir sa responsabilité civile, les dommages aux tiers et sa responsabilité décennale (**joindre les attestations d'assurance**)

I - Déclarations/ Attestations sur l'honneur

L'entreprise signataire de la présente déclaration certifie sur l'honneur :

oui non

☐ ☐ Ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues par les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, 421-5 alinéa 2, 433-1, 433-2 alinéa 2, 434-9 alinéa 8, 434-9-1 alinéa 2, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-8 alinéa 1 et 2, 441-9, 445-1 et 450-1 du code pénal, ainsi que l'article 1741 du code général des impôts ;

☐ ☐ Ne pas avoir fait l'objet depuis au moins cinq ans d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du code du travail ;

☐ ☐ Ne pas être en situation de liquidation judiciaire au sens de l'article L. 640-1 du code de commerce, ni en état de faillite personnelle au sens de l'article L. 653-1 à L. 653-8 du même code ; ni faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger

☐ ☐ Avoir été admis au redressement judiciaire au sens de l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger. **Le cas échéant, justifier de l'habilitation à poursuivre l'activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché.**

☐ ☐ Avoir souscrit au 31 décembre de l'année précédente celle au cours de laquelle à lieu le lancement de la consultation, les déclarations m'incombant en matière fiscale et sociale et avoir acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date.

Conformément à l'Article D8222-5 du code du Travail,

L'entreprise signataire de la présente déclaration certifie sur l'honneur :

oui non ;

☐ ☐ Employer des salariés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1. du Code du Travail

J - Signature d'une personne ayant pouvoir d'engager la personne morale - Nom et qualité du signataire

En un exemplaire unique destiné au Maître d'ouvrage,

A _____, le _____

**ANNEXE « DEMANDE D'ACCEPTATION D'UN SOUS TRAITANT ET D'AGREMENT DES CONDITIONS DE
PAIEMENT DU SOUS TRAITANT »**

A - Identification du Maître d'Ouvrage

.....
.....

B - Objet du marché

.....
.....
.....

C - Titulaire du marché

Nom ou dénomination et adresse du Titulaire

.....
.....

D - Prestations sous-traitées

Nature des prestations sous-traitées :

.....
.....
.....

Date prévisionnelle de commencement de l'exécution du contrat de sous-traitance

.....

Durée prévisionnelle de la sous-traitance

.....

Montant

.....

E - Sous-traitant

Nom ou dénomination et adresse du siège du sous-traitant ou du siège social,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Nom ou dénomination de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, association, etc.)

.....

Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce ou au répertoire des métiers

.....

F - Paiement du Sous-traitant

Le sous-traitant :

☐ A droit au paiement direct ☐ N'a pas droit au paiement direct

Si le sous-traitant a droit au paiement direct :

Compte à créditer – JOINDRE UN RIB

Titulaire du compte :
Guichet :
Code Banque :
N° de compte :
Clé :

■ Avance forfaitaire

Le marché ne prévoyant pas d'avance forfaitaire, il n'en sera versé ni au titulaire, ni au sous-traitant.

G - Conditions générales

Le sous-traitant s'engage à exécuter les travaux conformément aux règles de l'art et aux prescriptions des pièces du marché dont il a parfaite connaissance et assume, solidairement avec le titulaire, toutes les responsabilités légales et d'usage.

Le sous-traitant est soumis aux mêmes règles et conditions que l'entrepreneur titulaire du marché. Il reconnaît expressément en avoir reçu copie.

H - Exemple unique du titulaire

☐ Le titulaire a établi "qu'aucune cession ou un nantissement de créance résultant du marché ne fait pas obstacle au paiement direct du sous-traitant **en produisant l'exemplaire unique du marché qui lui a été délivré.**

☐ Le titulaire déclare que l'exemplaire unique a été remis en vue d'une cession ou d'un nantissement de créances et ne peut être restitué. Il justifie que la cession ou le nantissement de créances concernant le marché est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou que le montant a été réduit afin que le paiement soit possible. **Il donne une attestation du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances résultant du marché.**

Si aucune de ces conditions n'est remplie la sous-traitance est impossible
--

Fait à
Le

En trois exemplaires originaux,

Le Titulaire
(Cachet et signature)

Le Sous-traitant
(Cachet et signature)

AUTORISATION

☐ Accordée

☐ Refusée

Le Maître d'ouvrage :

.....
.....

Fait à

Le

(cachet et signature)

Notification de l'acte au titulaire

La notification consiste en la remise d'une photocopie du présent acte au titulaire. Cette remise peut être opérée par lettre recommandée avec accusé de réception. Dans ce cas, coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire.

En cas de remise contre récépissé, le titulaire signera la formule ci-dessous.

Reçu à titre de notification une copie certifiée conforme du présent acte.

A, le

ANNEXE « CAUTION PERSONNELLE ET SOLIDAIRE POUR PAIEMENT DE SOUS-TRAITANT »

A - Identification du Maître d'Ouvrage

.....
.....

B - Objet du marché

.....
.....
.....

C - Titulaire du marché

Nom ou dénomination et adresse du Titulaire

.....
.....

D - Date du Marché

.....

E – Date indicative prévue pour la réception

.....

F - Sous-traitant

Nom ou dénomination et adresse du siège du sous-traitant ou du siège social,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Nom ou dénomination de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, Téléphone, télécopie, courriel

.....

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, association, etc.)

.....

Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce ou au répertoire des métiers

.....

G - Prestations sous-traitées

Nature

.....
.....

Montant

.....

H – Organisme apportant sa caution

Nom ou dénomination et adresse de l'organisme,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....
Tél. : Fax : courriel :

I – Engagement

Je me porte caution personnelle et solidaire du titulaire du marché, dans la limite du montant garanti, pour le versement des sommes dont il serait débiteur auprès du maître d'ouvrage pour couvrir les paiements dus au sous-traitant.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception par mes services d'un justificatif de la créance.

Dès lors que j'aurai reçu le justificatif énoncé ci-dessus, je m'engage à effectuer, sur ordre du maître d'ouvrage, jusqu'à concurrence de la somme garantie ci-dessus, le versement des sommes dont le titulaire serait débiteur.

Je certifie être agréé par le ministère chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le présent engagement de caution prendra fin dès lors que le sous-traitant aura été intégralement payé.

Le présent engagement correspond :

- ☐ à la garantie du marché de base ;
☐ à un complément de garantie au titre de l'avenant n° ...

A, le

Signature et cachet du représentant de l'organisme apportant sa caution

ANNEXE « GARANTIE A PREMIERE DEMANDE POUR PAIEMENT DE SOUS-TRAITANT »

A - Identification du Maître d'Ouvrage

.....
.....

B - Objet du marché

.....
.....
.....

C - Titulaire du marché

Nom ou dénomination et adresse du Titulaire

.....
.....

D - Date du Marché

.....

E – Date indicative prévue pour la réception

.....

F - Sous-traitant

Nom ou dénomination et adresse du siège du sous-traitant ou du siège social,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Nom ou dénomination de l'unité ou de l'établissement qui exécutera la prestation et adresse, Téléphone, télécopie, courriel

.....

Forme juridique du sous-traitant (entreprise individuelle, SA, SARL, association, etc.)

.....

Numéro et ville d'enregistrement au registre du commerce ou au répertoire des métiers

.....

G - Prestations sous-traitées

Nature

.....
.....

Montant

.....

H – Organisme apportant sa garantie

Nom ou dénomination et adresse du siège de l'organisme,
Téléphone, télécopie, courriel

.....
.....

Tél. : Fax : courriel :

I – Engagement

Je m'engage à payer à première demande, dans la limite du montant garanti, les sommes que le maître d'ouvrage pourrait demander pour couvrir les paiements dus au sous-traitant.

Le paiement interviendra dans un délai de quinze jours à compter de la réception par mes services d'un dossier comportant la photocopie des pièces suivantes :

1. Si l'entreprise est en redressement ou en liquidation judiciaire : jugement prononçant la liquidation judiciaire ou prononçant le redressement judiciaire et ne permettant pas à l'entreprise de couvrir les paiements dus au sous-traitant.

2. Mise en demeure au titulaire de payer le sous-traitant, ou références de l'article du marché dispensant le maître d'ouvrage de cette mise en demeure ;

3. Pièces à fournir dans les cas 1 et 2 : courrier indiquant le montant dû au sous-traitant ou le montant estimé du fait des réserves formulées.

Le montant qui me sera réclamé ne pourra être supérieur au montant indiqué dans le courrier sans pouvoir dépasser le montant garanti. Je procéderai au paiement dès lors que j'aurai reçu l'ensemble des pièces énumérées ci-dessus sans soulever aucune contestation quant à leur contenu.

Les sommes payées resteront acquises au maître d'ouvrage quel que soit le motif pour lequel le sous-traitant n'aura pas été réglé, même en cas de force majeure, de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire du titulaire, mon engagement étant autonome par rapport aux éventuelles dettes de ce dernier.

La présente garantie prendra fin dès lors que le sous-traitant aura été intégralement payé.

Par ailleurs, je certifie avoir été agréé par le ministère chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L. 612-1 du code monétaire et financier.

Le droit français est seul applicable au présent engagement ; les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent engagement correspond :

- ☐ à la garantie du marché de base ;
☐ à un complément de garantie au titre de l'avenant n° ...

A, le

Signature et cachet du représentant de l'organisme apportant sa garantie

ANNEXE « PROCES VERBAL DE RECEPTION DE TRAVAUX »

MARCHES PRIVES DE TRAVAUX

Adresse de l'Opération :	Marché en date du :	Marché notifié le :
Maître de l'Ouvrage :	Maître d'œuvre exécution:	Entrepreneur :
Objet du Marché :		

A – PROCES VERBAL DES OPERATIONS REALISEES PREALABLES A LA RECEPTION

L'Entrepreneur, dûment convoqué est présent ☐ oui ☐ non

Après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :

- Les épreuves prévues au marché sont concluantes ☐ oui ☐ non
- Les travaux et prestations prévus au marché ont été totalement exécutés ☐ oui ☐ non
- Les ouvrages sont conformes aux spécifications du marché ☐ oui ☐ non
- Les installations de chantier sont repliées ☐ oui ☐ non
- Les terrains et lieux ont été remis en l'état ☐ oui ☐ non

Dressé le :	Le Maître d'œuvre d'exécution	L'Entrepreneur
	(Cachet et signature)	(Cachet et signature)

B – PROPOSITION DU MAITRE D'ŒUVRE D'EXECUTION AU MAITRE DE L'OUVRAGE

Au vu du PROCES VERBAL ci-dessus (A), le Maître d'œuvre d'exécution propose de prononcer la réception des travaux :

☐ Sans réserve ☐ Avec réserves

Proposition de date de réception :	Le Maître d'œuvre d'exécution
	(Date, Cachet et signature)

C – DECISION DU MAITRE DE L'OUVRAGE

Au vu du PROCES VERBAL (A) et de la proposition du Maître d'œuvre d'exécution (B) ci-dessus, le Maître de l'Ouvrage prononce la réception :

☐ Sans réserve ☐ Avec réserves

Date de réception des travaux :	Le Maître de l'Ouvrage
	(Date, Cachet et signature)

Réserves :

ANNEXE « PROCES VERBAL DE LEVEE DES RESERVES »

A. Identification du pouvoir adjudicateur qui a passé le marché et du titulaire

Maître d'ouvrage : (Nom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Courriel)

.....

Entrepreneur (Nom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Courriel) :

.....

Objet du marché :

B. Procès-Verbal de levée des réserves

Je soussigné,

.....

(Nom, Adresse, Téléphone, Télécopie, Courriel), maître d'œuvre d'exécution,

- ☐ en présence du représentant légal du maître de l'ouvrage;
- ☐ en l'absence du représentant légal du maître de l'ouvrage, dûment avisé par mes soins ;
- ☐ en présence de l'entrepreneur dûment convoqué ;
- ☐ en l'absence de l'entrepreneur dûment convoqué.

Après avoir procédé aux examens et vérifications nécessaires, constate que :

1. Les épreuves précédemment non exécutées :

- ☐ ont été effectuées et sont concluantes ;
- ☐ ont été effectuées mais ne sont pas concluantes ;
- ☐ n'ont pas été effectuées ;

2. Les travaux et prestations ayant fait l'objet de réserves :

- ☐ ont été exécutés ☐ n'ont pas été exécutés ;
- ☐ ont été exécutés, à l'exception de ceux indiqués à l'annexe ci-après ;

3. Les imperfections et malfaçons constatées :

- ☐ ont été corrigées ☐ n'ont pas été corrigées ;
- ☐ ont été corrigées, à l'exception de celles énumérées à l'annexe ci-après ;

4. Les installations de chantier :

- ☐ ont été repliées ☐ n'ont pas été repliées ;

5. Les terrains et les lieux :

- ☐ ont été remis en état ☐ n'ont pas été remis en état.

Compte tenu de ce qui précède, la totalité des réserves mentionnées sur le Procès-Verbal de réception sont levées :

☐ oui ☐ non

Si non, compléter l'annexe C page suivante

Dressé le

Le maître d'œuvre (signature)

Accepté le

L'entrepreneur (signature)

C. Annexe C

Compte tenu des indications du paragraphe B, les prestations, et/ou les imperfections et malfaçons suivantes restent à réaliser :

(Les annexes décrivant ou désignant les réserves, doivent faire l'objet d'une pagination stricte)

Dressé le
Le maître d'œuvre *(signature)*

Accepté le
L'entrepreneur *(signature)*

ANNEXE « SITUATION DE TRAVAUX »

LOGO MAITRE D'ŒUVRE Adresse Code postal Tél. : 00.00.00.00.00 Fax : 00.00.00.00.00 E-mail :	Désignation du Chantier	
	Situation de Travaux n° Période d'exécution	LOT N° Corps d'état Entreprise Montant du marché

Numéro d'Ordre	DESIGNATION DES OUVRAGES	Bordereau	en %	TOTAL CUMULATIF
	A REPORTER			
	REPORT			

MONTANT DES TRAVAUX CUMULE

SITUATION PRECEDENTE

RESTE MONTANT DES TRAVAUX DU MOIS

HT	
HT	
HT	

DETERMINATION DE L'ACOMPTE

	DANS LE MOIS			MONTANT DU CUMULE		
	Hors Taxes €	TVA %	TTC €	Hors Taxes €	TVA %	TTC €
Travaux exécutés						
Retenue Garantie						
Avance à déduire						
Reste						
ACOMPTE RECUS						

RESTE A MANDATER

L'ENTREPRISE	L'ARCHITECTE	LE MAITRE D'OUVRAGE

ANNEXE « MODELE TYPE DE PLAN D'UN LOGEMENT »

Plurial Novilia

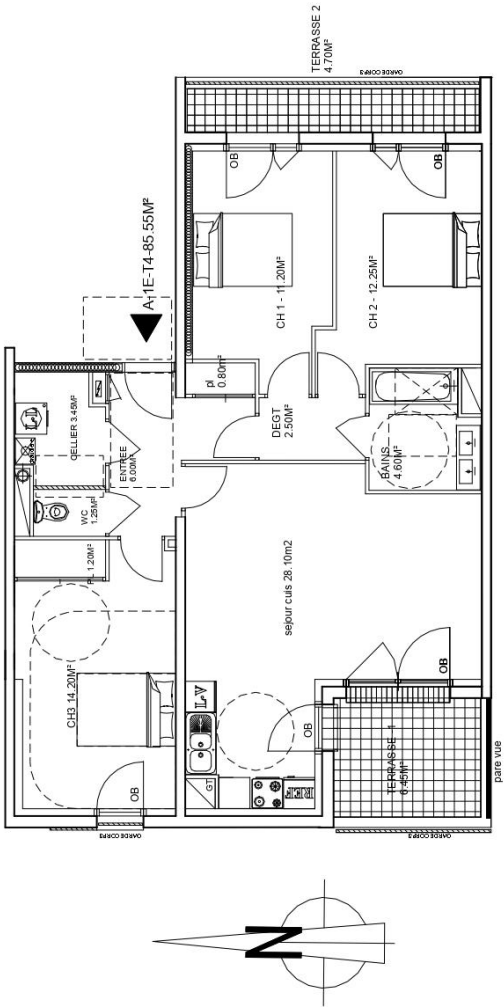
Construction de 39 logements et locaux commerciaux
au rez-de-chaussée et à l'étage 1
2, rue de la Verrerie - 51 530 MAGENTA

PLANS N° TRANCHE PLURIAL

APPARTEMENT	TYPE	NIVEAU
A-1E	T4	ETAGE 1


SURFACES	
ENTREE	6.00m²
PLACARD	2.00m²
WC	1.25m²
SEJOUR	28.10m²
CELLIER	3.45m²
DEGAGEMENT	2.50m²
CHAMBRE 1	11.20m²
CHAMBRE 2	12.25m²
CHAMBRE 3	14.20m²
BAINS	4.60m²
SURFACE HABITABLE	
85.55m²	
TERRASSE 1	6.45m²
TERRASSE 2	4.70m²
SURFACE ANNEXE	
11.15m²	

JUILLET 2022 - IHD 0
Agnès DELAVAL & Eve HARDOT architectes



NOTA: Des modifications sont susceptibles d'être apportées en fonction des nécessités techniques et administratives de la réalisation, tant en ce qui concerne les dimensions libres que les appareillages électriques et les réseaux divers.
Les surfaces sont approximatives, les rebordées, faux plafonds, soffites et équipements sanitaires sont figurés à titre indicatif.
Les canalisations ne sont pas figurées. La végétation n'est pas contractuelle

ANNEXE « CONVENTION DE COMPTE PRORATA – TRAVAUX DE REHABILITATION »

 <p>Plurial Novilia Groupe ActionLogement</p>		<p>PLURIAL NOVILIA 2, Place Paul Jamot 51100 REIMS</p>	
<p>NOM_OPERATION</p>			
<p><u>CONVENTION DE COMPTE PRORATA</u></p>			
<p>MAITRISE D'OEUVRE</p>			
MAITRISE D'ŒUVRE REALISATION	BET	BET	

Il a été convenu entre les entreprises signataires des Marchés pour l'opération à réaliser sis à :

NOM_OPERATION

Pour le compte de :

PLURIAL NOVILIA

2, Place Paul Jamot
51100 REIMS

I – OBJET

La présente convention a pour objet de définir les rapports des entreprises durant l'exécution du chantier cité en référence.

En aucun cas, le présent accord ne pourra être considéré comme un acte de société, « l'affectio societatis » étant formellement exclue. En conséquence, aucune solidarité n'existera entre les entreprises sus indiquées à l'égard des tiers, y compris le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'Œuvre.

Cette convention est essentiellement conclue pour régler les problèmes communs, relatifs à l'exécution de travaux dans le cadre des relations concernant la gestion du compte Prorata.

II – DUREE

La présente convention durera le temps nécessaire à la bonne fin du chantier et à la liquidation du compte prorata.

III – ELEMENTS DE BASE

Sont applicables à la présente convention :

1. Les clauses contractuelles du marché, en particulier l'acte d'engagement, le CCAP et tous les documents qui y sont mentionnés.
2. Le Cahier des Clauses Générales Normes Françaises P.03.001 édition 2000 et ses annexes.

NB : Excepté les modalités et prévisions de prestations définies dans la présente convention, la norme NF P.03.001 s'applique en totalité.

En aucun cas, la présente convention ne peut s'opposer aux documents contractuels des marchés des entreprises, ces derniers étant prioritaires.

IV – ADHESION

Toutes les entreprises titulaires d'un lot pour l'exécution des travaux de construction rappelés, ci-dessus, devront nécessairement donner leur adhésion à la présente convention.

V – COMITE DE CONTROLE

➤ Objet :

Un comité de contrôle sera constitué pour permettre de régler les problèmes découlant de l'exécution des travaux relatifs au prorata.

➤ Composition du comité de contrôle :

Le comité de contrôle sera composé d'un nombre impair de membres titulaires du marché représentant les corps d'état suivants :

- | | |
|--------------------|---------------|
| ▪ Lot Structure | 1. Gros-œuvre |
| ▪ Lot Second Œuvre | 2. Cloisons |
| | 3. Peinture |

- Lot Equipement
- 4. Plomberie / Chauffage / Ventilation
- 5. Electricité

Un membre suppléant, destiné à remplacer les membres titulaires en cas d'absence de celui-ci sera désigné au cas par cas.

➤ **Fonctionnement :**

Le comité de contrôle se réunira périodiquement en cas de besoin :

- à la demande de la personne chargée de la tenue du compte Prorata
- à la demande motivée de l'un de ses adhérents

En cas de vote, chaque membre titulaire du comité de contrôle disposera d'une voix. Toutefois, si l'un des membres du comité de contrôle est directement concerné par l'objet du vote, il n'a pas droit d'exprimer sa voix, étant bien entendu qu'il ne peut être à la fois juge et partie.

En cas de litige, il pourra être fait appel au Maître d'œuvre.

➤ **Mission du comité de contrôle**

Le comité de contrôle devra :

- Approuver le budget initial et ses modifications.
- Fixer les modalités des appels de fonds.
- Décider de l'engagement des dépenses communes imprévues.
- Contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, accepter ou refuser les factures présentées.
- Statuer sur le solde et le règlement du compte prorata.
- Prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.
- En tout état de cause, la décision finale est réservée au Maître d'œuvre sur proposition du gestionnaire du compte prorata.

VI – COMPTE PRORATA

1. Etablissement des attachements :

Hormis les frais fixes, suivant relevés, factures ou devis acceptés, il sera établi par les entreprises des attachements sur un carnet triplicata déposé en permanence sur le chantier. Ces attachements devront être établis dans un délai de 8 jours suivant terminaison des travaux pour être vérifiés et constatés dans les 15 jours par le gestionnaire et deux membres du comité de contrôle. Dans le cas de litige, l'entreprise concernée sera convoquée par le comité, afin d'apporter toutes justifications et arrêter la vérification.

2. Base d'établissement des mémoires et factures du compte prorata :

2.1 Main d'œuvre

Les prestations de main d'œuvre seront facturées suivant un tarif uniforme, quel que soit le corps d'état ou la catégorie :

Prix moyen horaire HT :

- Compagnon : 40,00 €
- Aide : 30,00 €

Ces prix comprennent les incidences d'heures supplémentaires, les charges sociales, les frais de transport, les petits déplacements, les frais de repas et toutes indemnités imposées par les conventions collectives. Ils sont établis hors taxes, mais comprennent l'incidence des frais d'encadrement. A ces dépenses viendront s'ajouter les taxes en vigueur à la date d'exécution des travaux. Ils ne devront pas comprendre de bénéfice.

2.2 Fournitures

Le prix des fournitures sera celui du déboursé réel des fournitures rendues sur chantier, hors taxe, multiplié par 1,20 pour frais généraux. L'entreprise devra fournir les factures justificatives afférentes à ces fournitures.

2.3 Location de matériel

La location d'un matériel se fera sur la base des tarifs des devis approuvés par le comité de contrôle.

VII - PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA

➤ Désignation

Conformément au Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P), c'est le titulaire du lot Gros Œuvre qui sera chargé de la gestion du compte prorata (nommé ci-après le « gestionnaire du compte prorata »). Il établira régulièrement des factures à chacun des membres du compte prorata et sera payé directement par les entreprises.

➤ Attribution

Le gestionnaire du compte prorata, en accord avec le comité de contrôle, sera chargé de :

- Proposer le budget initial et ses modifications.
- Proposer les modalités des appels de fond.
- Proposer les imputations au compte prorata.
- Etablir périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance des entrepreneurs.
- Informer le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage de la situation de chaque entreprise vis-à-vis du compte Prorata.

A l'achèvement de l'opération, le gestionnaire émettra au nom du compte prorata et à l'adresse de chaque entreprise, un décompte définitif de répartition entre les entreprises des dépenses du compte prorata.

Il fournira à chaque entrepreneur, une attestation justifiant qu'il est en règle à l'égard de ses obligations au titre du compte prorata, conformément au décompte approuvé par le comité de contrôle.

Les honoraires du gestionnaire seront entrés en dépenses dans le compte prorata.

➤ Rémunération

Le gestionnaire du compte Prorata percevra une rémunération égale à 8% H.T. sur le montant définitif, toutes taxes comprises du compte prorata.

La facture sera émise lors de la clôture du compte prorata.

VIII - APPROVISIONNEMENT DU COMPTE PRORATA

- Les factures à retenir au titre du compte prorata sont déterminées par le comité de contrôle sur proposition du gestionnaire et transmis à chaque entreprise. Un pourcentage de 2,50 % forfaitaire est retenu. L'avance de fond sera faite par le gestionnaire, aucune retenue provisoire ne sera faite sur ses décomptes mensuels.
- A la fin du chantier, la libération des sommes restantes dues aux entreprises sur leur décompte de travaux, sera faite par le Maître de l'Ouvrage seulement après avoir reçu quitus du gestionnaire sur le règlement du compte prorata.
- Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux des obligations cautionnés, augmentés de 2,5 points.

LISTE PREVISIONNELLE DES DEPENSES D'INTERETS COMMUNS

I – PRESTATIONS EXTERIEURES AU BATIMENT PROPREMENT DIT

Nature de la dépense	Consistance de la prestation	Responsable d'exécution	Prise en charge de la dépense
1. Charge temporaire de voirie et de police résultant des installations de chantier	Taxe d'occupation de la voie publique, entretien, réparation déclaration administrative pour toute la durée du chantier.	GO	GO
2. Branchement provisoire d'eau, d'électricité et de compteur	Depuis le réseau extérieur, y compris le ou les compteurs jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2 ml de chaque bâtiment.	GO	GO
	Amenée de courant depuis transformateur jusqu'à l'armoire.	ELECTRICIEN	PRORATA
3. Branchement provisoire d'égout	Depuis le réseau existant jusqu'à la construction à réaliser et aux installations communes de chantier en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaire.	GO	GO
4. Voie d'accès	Voie carrossable par des véhicules routiers de transport de marchandises nécessaire à la desserte des constructions à réaliser et des aires de chantiers et de stockage.	GO	GO
5. Aire de chantier, stockage, nivellement de baraque	Préparation du terrain mis à la disposition des entreprises pour leurs installations et du terrain nécessaire aux installations communes de chantier. Les terrains sont carrossables pour les véhicules utilitaires légers.	GO	GO
6. Panneau de chantier	Fourniture et mise en place de panneau de chantier suivant réglementation et proposition du Maître d'Œuvre.	GO Suivant CCAP	GO
7. Bureaux de chantier et aménagement intérieur	Locaux en rapport avec l'importance du chantier, ils comprendront au minimum une salle de réunion. Les locaux seront livrés avec les installations de chauffage et d'éclairage garnis du mobilier nécessaire et doté d'une installation téléphonique.	GO Suivant CCAP	GO
8. Installation commune d'hygiène (sanitaire)	Conforme à la réglementation.	GO	PRORATA
9. Replis des installations provisoires de chantier	Enlèvement des fondations enlèvement des équipements annexes, libération complète de l'espace occupé par les installations et équipements.	GO	GO
10. Clôtures de chantier	Etablissement dans les conditions exigées par la réglementation pose, dépose, remaniement jusqu'à la fin des travaux TCE.	GO	GO

II – EQUIPEMENTS DES BATIMENTS PROPREMENT DIT

Nature de la dépense	Consistance de la prestation	Responsable d'exécution	Prise en charge de la dépense
11. Equipement du bâtiment en eau	A partir des points de raccordement laissés en attente à 2m du bât. mise en place du point de puisage avec robinet à nez fileté. En principe un point de puisage par niveau et par cage d'escalier la distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40 ml si nécessaire, installation d'un surpresseur provisoire.	PLOMBIER	PLOMBIER
12. Equipement du bâtiment en électricité (réseau intérieur)	A partir des points de raccordement laissé en attente à 2 m du bât. mise en place à chaque niveau et par cage d'escalier d'un coffret comprenant un dispositif de protection différentielle 30 mA 16 A + T. Aucun point du bât. ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m.	ELECTRICIEN	ELECTRICIEN
13. Equipement des bâtiments en éclairage et circulation	Installation d'éclairage en 25 volts ou en basse tension avec hublots classe II IP357 des circulations verticales et horizontales conformément aux dispositions réglementaires de sécurité.	ELECTRICIEN	ELECTRICIEN
14. Equipement des bâtiments en wc et lavabos et locaux pour le personnel de l'ensemble du chantier	Installation de sanitaires et de cantonnement TCE.	GO	G.O suivant CCAP locaux pour le personnel
15. Evacuation provisoire des eaux pluviales	Si les descentes définitives ne peuvent être placées dès la réalisation de la couverture, il y a lieu de prévoir l'évacuation provisoire des eaux pluviales.	Lot chargé de la réalisation des descentes définitives	Lot chargé de la réalisation des descentes définitives
16. Replis des équipements provisoires du bâtiment	Enlèvement des fondations, enlèvements des équipements annexes, libération complète de l'espace occupé par les installations et équipements en question.	GO	GO
17. Dispositif commun de sécurité	A. L'entreprise de gros œuvre fournira et mettra en place au fur et à mesure de l'avancement de ces travaux les dispositifs de sécurité du chantier à savoir : Protection des ouvertures extérieures, des escaliers, des trémies des gaines et des trémies d'ascenseur.	GO	GO
	B. Le maintien en place de ces dispositifs sera de la responsabilité de chaque corps d'état tout au long de son intervention en vertu du droit commun qui prévoit que chaque entreprise est responsable de la sécurité de ces salariés et de toute négligence dont seraient victimes des tiers.	GO	GO
	C. Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnel ne peuvent être déplacés ou modifiés que par ce dernier.	Chaque entreprise	Chaque entreprise

III – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Nature de la dépense	Consistance de la prestation	Responsable d'exécution	Prise en charge de la dépense
18. Règlement des consommations électriques	A. Installation lourde sur chantier consommation enregistrée dans des compteurs (grue). Enlèvement de l'installation en fin de travaux TCE.	GO	GO
	B. Consommation électrique courante.	GO	PRORATA
19. Règlement des consommations d'eau		GO	PRORATA
20. Installation téléphonique	Pour bureau de chantier	GO	GO
21. Règlement des communications téléphoniques	Pour bureau de chantier uniquement	GO	PRORATA
22. Raccords de maçonnerie et d'enduits divers	La disposition relative aux trous scellements et raccords sont fixés par les documents particuliers du marché à défaut les dispositions de la convention dernière édition annexe A, chapitre 3 sont applicables	GO	GO
23. Enlèvement des gravats aux décharges	Enlèvement des gravats de structure et transport aux décharges publiques.	GO	GO
	Enlèvement des déchets et matériaux d'emballage et mise en décharge	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
	Dépôt des bennes jusqu'à la fin du chantier, sauf pour le cloisonneur qui sont à sa charge	GO	PRORATA
24. Entretien et nettoyage du bureau de chantier jusqu'à la fin des travaux TCE	Bureau de Maîtrise d'œuvre	GO	PRORATA
	Nettoyage des installations communes sanitaires	GESTIONNAIRE DU COMPTE PRORATA	PRORATA
25. Nettoyage de chantier et remise en état	Chaque entrepreneur au fur et à mesure de l'exécution des travaux doit procéder au nettoyage de la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salis ou détériorés	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
26. Nettoyage général après travaux de G.O	Avant l'intervention des CES une réception des supports contradictoire avec le GO ou à défaut le pilote aura lieu. Les réserves émises sur les prestations à reprendre et sur le nettoyage à faire seront à exécuter par le gros œuvre	GO	GO
27. Nettoyage toiture	Après réception des supports	COUVREUR ETANCHEUR	COUVREUR ETANCHEUR
28. Nettoyage fin de Chantier	Nettoyage général intérieur avant réception	PEINTRE	PEINTRE
	Nettoyage des vitres	PEINTRE	PEINTRE
	Nettoyage des sols et Moquettes	PEINTRE	PEINTRE
29. Frais d'établissement des photographies	Une photographie sera effectuée à chaque phase d'avancement du bâtiment et à chaque lot correspondant (en 3 ex.)	GO	Suivant CCAP
30. Frais d'établissement de diffusion des compte rendus de chantier	Frappe, photocopies, timbres, enveloppes, frais divers.	MAITRE D'OEUVRE	MAITRE D'OEUVRE

IV – PRESTATIONS EXTERIEURES AU BATIMENT PROPREMENT DIT

Nature de la dépense	Consistance de la prestation	Responsable d'exécution	Prise en charge de la dépense
31. Vol dégradation	Suivant la nature des fournitures mise en œuvre les entrepreneurs prendront les dispositions nécessaires, afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des ouvrages, les frais de réparation et de remplacement des fournitures mises en œuvre seront à la charge de l'entrepreneur.	CHAQUE ENTREPRISE	CHAQUE ENTREPRISE
32. Gardiennage	En cas de besoin et si la majorité des entrepreneurs le demande, il pourra être décidé d'établir un gardiennage.	GESTIONNAIRE DU COMPTE PRORATA	PRORATA
33. Frais de réparation et de remplacement des fournitures mise en œuvre et détériorées ou détournées	L'auteur a été formellement reconnu coupable de détérioration ou de détournement.	ENTREPRISE CHARGÉE DU LOT	ENTREPRISE CHARGÉE DU LOT
34. Préchauffage	En fonction des impératifs du planning	HORS CONVENTION	HORS CONVENTION Suivant CCAP

Extraits de la norme NF P.03.001 relatifs aux dépenses et à la gestion du compte prorata.

ANNEXE A (NORMATIVE) TRAVAUX NEUFS, DEPENSES ET RECETTES D'INTERET COMMUN

Les dépenses d'intérêt commun définies à l'article 14, lorsqu'elles peuvent être imputées à un lot déterminé, sont mises à la charge de l'entrepreneur titulaire de ce lot. La prestation correspondante, telle qu'elle est décrite dans les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le tableau A.1, fait l'objet d'une rémunération individualisée dans le prix du marché sur la base d'un devis quantitatif et estimatif établi à cet effet.

Pour les prestations s'y rapportant, le devis quantitatif et estimatif est établi en tenant compte du descriptif figurant dans le plan général de coordination sécurité et de la protection de la santé transmis à l'entrepreneur, s'il est requis.

Dans le cas où une dépense d'intérêt commun ne peut être imputée à un entrepreneur déterminé, elle est portée au débit du compte prorata.

L'affectation ou la répartition des dépenses d'intérêt commun est différente selon qu'il s'agit de dépenses d'équipement, d'entretien ou de fonctionnement.

A.1 DEPENSES D'EQUIPEMENT

Les dépenses d'équipement, du fait de leur caractère prévisible, sont normalement imputables à un lot déterminé.

Les prestations correspondant aux dépenses d'équipement habituelles sont décrites dans le tableau ci-après qui comprend trois colonnes :

- la première indique la nature de la prestation ;
- la deuxième désigne le lot qui en a la charge et qui en supporte la dépense : son titulaire est chargé de la prestation correspondante, qu'il exécute lui-même ou fait exécuter sous sa responsabilité ;
- la troisième précise, en tant que de besoin, et sous réserve des dispositions particulières du marché, le contenu de cette prestation.

Toutes les autres dépenses d'équipement, telles que, par exemple, les branchements provisoires de gaz ou d'air comprimé, les fermetures provisoires de bâtiments, les ascenseurs de chantier ou les dispositifs d'évacuation des gravois, qui, du fait qu'elles n'ont pas un caractère habituel, ne figurent pas dans le tableau, ne pourraient être mises à la charge d'un lot déterminé que par une mention expresse, assortie d'une description, dans les documents particuliers du marché. Toutefois, en cas d'absence d'une telle disposition, le comité de contrôle défini à l'article C.3 de l'annexe C peut décider de porter ces dépenses au débit du compte prorata.

Tableau A.1

1 – Nature de la prestation		2 - Lot	3 – Consistance de la prestation
A1.1	Prestations extérieures au bâtiment proprement dit	Gros Œuvre 3)	
A1.1.1	Charge temporaire de voirie et de police résultant des installations de chantier 1)	Gros Œuvre 3)	Taxe d'occupation de la voie publique, entretien et réparation. Toutefois les frais occasionnés par la remise en état de la voirie sont à la charge de l'auteur de la dégradation.
A1.1.2	Branchements provisoires d'eau 1)	Gros Œuvre 3) ou VRD 2)	Depuis le réseau existant dans l'emprise du chantier, y compris le ou les compteurs, jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2m de chaque groupe de maisons individuelles.
A1.1.3	Branchements provisoires d'électricité 1)	Gros Œuvre 3) ou VRD 2)	Depuis le réseau existant dans l'entreprise du chantier y compris le ou les compteurs jusqu'aux installations communes de chantier et jusqu'à une distance de 2m de chaque groupe de maisons individuelles.
A1.1.4	Branchements provisoires d'égouts 1)	Gros Œuvre 3) ou VRD 2)	Depuis le réseau existant dans l'entreprise du chantier jusqu'aux constructions à installer et aux installations communes de chantier, en tenant compte des aménagements d'hygiène nécessaires.
A1.1.5	Voies de circulation dans l'emprise du chantier 1)	Gros Œuvre 3) ou VRD 2)	Voies carrossables par les véhicules routiers de transport de marchandises nécessaires à la desserte des constructions à réaliser et des aires de stockage. Cette prestation ne comprend pas les travaux nécessaires pour assurer l'accès au chantier.
A1.1.6	Aires de chantier et de stockage 1)	Gros Œuvre 3) ou VRD 2)	Préparation du terrain mis à la disposition des entreprises pour leurs installations et du terrain nécessaire aux installations communes de chantier. Ces terrains sont carrossables par des véhicules utilitaires légers.
A1.1.7	Clôtures	Gros Œuvre 3)	Etablissement dans les conditions exigées par la réglementation.
A1.1.8	Panneaux de chantier	Gros Œuvre 3)	Fourniture et mise en place selon la réglementation.
A1.1.9	Bureau de chantier	Gros Œuvre 3)	Locaux en rapport avec l'importance du chantier. Ils comporteront au minimum une salle de réunion. Ces locaux seront livrés avec les installations téléphoniques, de chauffage, d'éclairage et de mobilier.
A1.1.10	Installations communes d'hygiène (sanitaires)	Gros Œuvre 3)	Conforme à la réglementation, compte tenu du planning des effectifs et de la durée du chantier communiqués par le maître d'ouvrage.
A1.1.11	Installations de vie collective	Lots concernés	Selon décision des entreprises concernées qui peuvent se grouper à cet effet.
A1.1.12	Repli des installations provisoires du chantier	Lot chargé de leur réalisation	Y compris enlèvement des fondations, sauf indications différentes du maître d'œuvre.

1 – Nature de la prestation		2 - Lot	3 – Consistance de la prestation
A1.2	Equipement des bâtiments proprement dits		
A1.2.1	Eau (réseau intérieur, y compris son évacuation)	Plomberie	A partir des points de raccordements laissés en attente à 2m du bâtiment. Mise en place de points de puisage avec robinet à nez fileté et d'un réceptacle. En principe un point de puisage par niveau et par cage d'escalier. La distance maximale entre deux points de puisage ne peut excéder 40m. Si nécessaire installation d'un surpresseur provisoire.
A1.2.2	Electricité (réseau intérieur)	Electricité	A partir des points de raccordement laissés en attente à 2m du bâtiment, réalisation de l'installation électrique de chantier conformément aux règles de la section 704 de la norme NF C 15-100. Cette installation comportera au minimum : -à chaque niveau et par cage d'escalier, un coffret comportant 4 socles de prises de courant monophasés 10/16 A+T -et au rez-de-chaussée et à tous les niveaux à partir du 5 ^{ème} , un socle de prises de courant 20 A triphasé +T Aucun point du bâtiment ne doit être distant d'un coffret de plus de 25 m.
A1.2.3	Eclairage de circulation	Electricité	Installation de l'éclairage en très basse tension de sécurité (TBTS) ou en basse tension avec hublots de classe II IP44 IK 08 protégé par disjoncteur différentiel 30mA, des circulations verticales et horizontales.
A1.2.4	Eclairage de sécurité	Electricité	Installation de l'éclairage permettant l'évacuation sûre et facile du personnel, en particulier depuis les escaliers, sous-sols, zones aveugles.... Lorsque la configuration ou l'encombrement du chantier l'exige, un balisage doit être installé de façon à assurer la reconnaissance des obstacles et des changements de direction et permettre de s'orienter vers les sorties.
A1.2.5	WC et lavabo	Plomberie	Si les installations communes d'hygiène sont distantes de plus de 50m de l'accès des bâtiments, le plombier installera un WC au rez-de-chaussée ou au sous-sol de ces bâtiments. Si les bâtiments comportent plus de 5 étages au-dessus du rez-de-chaussée, installation d'un WC, d'un poste d'eau, par tranche de 5 niveaux.
A1.2.6	Evacuation provisoire des eaux fluviales reçues par le bâtiment	Lot chargé de réaliser les décentes définitives	Si les décentes définitives ne peuvent être placées dès la réalisation de la couverture, il y a lieu de prévoir l'évacuation provisoire des eaux pluviales, y compris les équipements annexes s'y rapportant.
A1.2.7	Repli des équipements provisoires	Lot chargé de leur réalisation	Travaux nécessaires à la libération complète de l'espace occupé par les équipements en question.

1 – Nature de la prestation		2 - Lot	3 – Consistance de la prestation
A1.2.8	Dispositif commun de sécurité sur le chantier	Lots concernés	<p>a) L'entreprise de gros œuvre ou de structure fournira et mettra en place au fur et à mesure de l'avancement des travaux et conformément au plan général de coordination en matière de sécurité et protection de la santé (PGC SPS), s'il est requis, les dispositifs de sécurité du chantier, à savoir protection des couvertures extérieures, des escaliers, des trémies, des gaines.</p> <p>Le lot ascenseur fournit au lot gros œuvre les gardes corps provisoires protégeant les ouvertures donnant sur les trémies d'ascenseur.</p> <p>Les protections sont posés à l'avance par le lot gros œuvre et sont enlevés par l'ascensoriste lors de la pause des portes définitives.</p> <p>b) L'entrepreneur, qui pour son intervention a déplacé un dispositif de sécurité collectif, a l'obligation et la charge de le remettre en place immédiatement.</p> <p>c) Les dispositifs de sécurité mis en place par un entrepreneur pour son intervention personnelle (échafaudage de façade, filet de protection...) ne peuvent être modifiés ou déplacés que par ce dernier.</p>
A1.3	Entretien	Lots concernés	Sous réserve des dispositions prévues en A1.2.7, le maintien en état de fonctionnement des installations indiquées ci-dessus en A1.1 et A1.2 est effectué par l'entrepreneur qui les a réalisées ou par celui qu'il délègue lorsqu'il n'intervient plus sur le chantier.
A1.4	Maintien des installations	Lots concernés	<p>Sous réserve des dispositions prévues en A1.2.7, les installations indiquées ci-dessus en A1.1 et A1.2 resteront sur le chantier tant qu'elles seront nécessaires à un corps d'état quelconque dans la limite des plannings et calendriers contractuels.</p> <p>Au-delà les frais occasionnés par le maintien des installations seront supportés par le responsable de l'allongement des délais.</p>
<p>1) Le maître de l'ouvrage fait réaliser les voies d'accès, les raccordements au chantier aux réseaux publics en dehors de l'emprise du chantier ainsi que les voies d'accès conformément au paragraphe 5.3.5</p> <p>2) Le lot VRD est substitué au lot gros œuvre pour ses prestations lorsqu'il est chargé de l'établissement des voies et réseaux et qu'il est procédé à la dévolution de ce lot concurremment avec celles des autres lots du bâtiment.</p> <p>3) Ou lot exécutant des ouvrages assurant la stabilité et la résistance d'une construction.</p>			

A.2 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

A.2.1 Dépenses de consommation

A.2.1.1

Sauf disposition contraire des documents particuliers du marché, les communications téléphoniques sont mises à la charge respective des entreprises utilisatrices.

A.2.1.2

Les dépenses énumérées ci-après sont portées au débit du compte prorata :

- les consommations d'eau ;
- sauf dispositions expresses différentes, les dépenses d'énergies nécessaires aux installations de chantier ;
- les communications téléphoniques non facturées.

A.2.1.3

- Cas particulier des fluides et énergies nécessaires aux essais et épreuves.

- Les dépenses correspondantes sont facturées par la personne chargée de la gestion du compte prorata à l'entrepreneur du lot qui fait l'objet des essais et des épreuves.

A.2.2 dépenses d'exploitation

Sauf dispositions expresses différentes, les dépenses énumérées ci-après sont portées au débit du compte prorata :

A.2.2.1

Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène.

A.2.2.2

Les frais de gardiennage, lorsque sa mise en place a été décidée par le comité de contrôle.

A.2.2.3

Toute dépense autre qui serait portée expressément au débit du compte prorata, soit par les documents particuliers du marché, soit par la convention prévue par le paragraphe 14.2.2 du présent document, soit par décision du comité de contrôle.

A.3 PRESTATIONS DIVERSES

A.3.1 nettoyage et remise en état

A.3.1.1

Il n'est pas décompté de prorata au titre de nettoyage du chantier.

A.3.1.2

Chaque entrepreneur, après chaque intervention en un lieu donné, doit laisser l'emplacement propre et libre de tous déchets. L'entrepreneur qui succède est en droit d'exiger cet état de propreté avant d'entreprendre ses travaux.

A.3.1.3

Chaque entrepreneur aura la charge de procéder au nettoyage de ses propres ouvrages, sauf si les documents du marché attribuent le nettoyage de fin de chantier à un lot déterminé.

A.3.2 chauffage du chantier

Lorsque le chauffage ou le préchauffage du chantier est nécessaire pour la bonne marche des travaux, les frais afférents feront l'objet d'un accord préalable, conclu, sur proposition du maître d'œuvre, entre le maître de l'ouvrage et les entrepreneurs des divers corps d'état intéressés. Ces frais ne doivent en aucun cas figurer au compte prorata.

ANNEXE B (NORMATIVE) TRAVAUX SUR EXISTANTS, DEPENSES D'INTERET COMMUN

Les dispositions prévues à l'annexe A s'appliquent aux travaux sur existants dans les conditions définies ci-dessous.

Ces dispositions sont adaptées aux exigences spécifiques du chantier par les documents particuliers du marché et, à défaut, selon les modalités fixées par le comité de contrôle défini à l'article C.3 de l'annexe C.

Lorsque le titulaire du lot auquel une dépense est imputée n'est pas encore désigné ou si ce lot n'existe pas et que la réalisation de la prestation correspondante est nécessaire à la bonne marche du chantier, celle-ci est effectuée par l'entreprise présente sur le chantier sur la base d'une rémunération convenue avec le maître de l'ouvrage.

En l'absence de désignation du titulaire du lot auquel ces dispositions imputent une dépense, celle-ci est portée au débit du compte prorata. Les conditions d'exécution et d'entretien de la prestation correspondante sont fixées par le comité de contrôle.

B.1 DEPENSES D'EQUIPEMENT

B.1.1 prestations extérieures au bâtiment

- Les voies de circulation et les branchements nécessaires au chantier sont réputés exister et être utilisables.

Pour l'imputation du coût des autres travaux nécessaires, il est fait application des dispositions prévues du paragraphe A.1.1 de l'annexe A. Celles-ci sont également applicables aux voies de circulation et branchements lorsque ceux-ci n'existent pas ou sont inutilisables.

- Charges temporaires de voirie.

Les charges temporaires de voirie et de police sont payées directement par le maître de l'ouvrage dans la limite du temps prévu au calendrier général. Passé ce délai d'exécution, ces frais sont imputables aux entreprises qui sont la cause du dépassement du délai contractuel.

- Clôtures.

Si elles ne sont pas mises à disposition par le maître d'ouvrage, les documents particuliers du marché indiquent le titulaire du lot auquel sont imputées les clôtures. A défaut, les clôtures sont à la charge du lot dont l'exécution nécessite la mise en place, ou, lorsque plusieurs lots sont concernés, à leur charge au prorata de leur marché.

B.1.2 équipement des bâtiments proprement dits

B.1.2.1 cas général

Les installations existantes sont réputées utilisables.

Les documents particuliers du marché précisent, le cas échéant, les contraintes d'utilisation et les installations que les entrepreneurs ne sont pas autorisés à utiliser.

Si des installations nécessaires à l'exécution des travaux doivent être réalisées, ou lorsque les installations existantes ne peuvent être utilisées en l'état et doivent être aménagées ou complétées, il est fait application des dispositions prévues à l'article A.1.2 de l'annexe A.

Dans le cas particulier où, d'une part les branchements existent, d'autre part les compteurs d'eau et d'électricité font défaut, l'installation de ceux-ci est à la charge de la ou des entreprises des lots spécialisés correspondants.

B.1.2.2 cas particulier des dispositifs de sécurité sur le chantier

Il est fait application des dispositions de l'annexe A.

B.1.3 entretien

B.1.3.1 installations existantes mises à la disposition des entreprises

Les dépenses d'entretien relatives aux installations existantes mises à la disposition des entreprises sont portées au débit du compte prorata.

B.1.3.2 installations provisoires mises en place par les entreprises

Il est fait application des dispositions prévues au paragraphe A.1.3 de l'annexe A.

B.2 DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

B.2.1 dépenses de consommation

B.2.1.1 dépenses réalisées à partir des installations existantes mises à la disposition des entreprises **par le maître de l'ouvrage**

Les consommables et l'énergie utilisés pour les travaux sont à la charge de chaque entrepreneur.

A défaut de compteur divisionnaire sur le site, le gestionnaire du compte prorata se chargera de la mise en œuvre de compteurs divisionnaires.

A défaut de pouvoir établir la répartition des consommations entre chaque entreprise, les consommations seront imputées au compte prorata.

B.2.1.2 dépenses réalisées à partir des installations provisoires mises en place par les entreprises

Il est fait application des dispositions prévues au paragraphe A.2.1 de l'annexe A.

B.2.2 dépenses d'exploitation

Il est fait application des dispositions prévues au paragraphe A.2.2 de l'annexe A.

B.3 PRESTATIONS DIVERSES

Sont applicables à l'évacuation des déblais, déchets et emballages, au nettoyage et à la remise en état ainsi qu'au chauffage du chantier, les dispositions prévues à l'article A.3 de l'annexe A.

Toutefois, les matériaux et matériels résultant des démolitions seront enlevés et transportés sur les sites susceptibles de recevoir les déchets par les soins de l'entrepreneur chargé du lot concerné

ANNEXE C (NORMATIVE) GESTION ET REGLEMENT DU COMPTE PRORATA

C.1 OBJET

La présente annexe fixe les modes de gestion et de règlement du compte prorata.

C.2 PERSONNE CHARGEE DE LA TENUE DU COMPTE PRORATA

C.2.1 désignation

Le compte prorata est tenu :

- dans le cas d'entrepreneurs groupés, par le mandataire commun ;
- dans le cas d'entrepreneurs non groupés, par l'entrepreneur du lot principal ou par l'entrepreneur qui lui serait substitué par décision du comité de contrôle.

C.2.2 attributions

La personne chargée de la tenue du compte, suivant les instructions du comité prévu par l'article C.3 et sous son contrôle :

- tient à jour une comptabilité distincte ;
- propose le budget initial et ses modifications ;
- propose les modalités des appels de fonds ;
- propose les barèmes prévus au paragraphe C.5.2 ;
- établit périodiquement l'état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance des entrepreneurs ;
- informe le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage de la situation de chaque entreprise vis-à-vis du compte prorata ;
- établit le projet de décompte final du compte prorata.

C.2.3 rémunération

La rémunération toutes taxes comprises de la personne chargée de la tenue du compte prorata consiste en un pourcentage déterminé du montant toutes taxes comprises des dépenses imputées au compte prorata hors ladite rémunération. Ce pourcentage est fixé par accord particulier entre cette personne et le comité de contrôle. A défaut d'accord, ce pourcentage est égal à 8 %.

C.3 COMITE DE CONTROLE

C.3.1 composition et désignation

Le comité de contrôle comportera un nombre impair de membres et, à défaut d'arrangements particuliers, au moins :

- un représentant du ou des lots de structure (gros œuvre, charpente métallique) ;
- un représentant du groupe des lots de second œuvre (étanchéité, menuiserie, métallerie, sols, peinture, plâtrerie, isolation, etc.) ;
- un représentant du groupe des lots d'équipement (plomberie, électricité, génie climatique, ascenseurs, etc.).

Chaque membre du comité est désigné à la majorité simple des entrepreneurs du groupe qu'il représente. Chaque entrepreneur de chaque groupe dispose d'un nombre de voix proportionnel à l'importance du montant initial de son marché par rapport à la somme des montants initiaux des marchés des entrepreneurs du même groupe.

Un membre suppléant, destiné à remplacer le membre titulaire en cas d'absence de celui-ci, sera également désigné dans les mêmes conditions.

Les membres du comité de contrôle sont désignés lors de la période de préparation.

La personne chargée de la tenue du compte prorata représente le groupe auquel elle appartient.

Le maître d'œuvre peut être invité par le comité de contrôle à donner son avis.

C.3.2 attributions

Le comité a pour mission :

- de décider de l'engagement des dépenses communes imprévues ;
- de contrôler la tenue du compte et, en cas de contestation, d'accepter ou de refuser les factures présentées ;
- de statuer sur le solde et le règlement du compte prorata ;

- et plus généralement de prendre, dans le cadre du marché, toute décision utile à la détermination des obligations de chaque entrepreneur et à la bonne gestion du compte prorata.

C.3.3 réunions du comité de contrôle

Le comité de contrôle se réunit périodiquement et, en cas de besoin, à la demande de la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Les décisions du comité sont prises à la majorité des voix des membres, chaque représentant du groupe disposant d'une voix.

C.3.4 rémunération

Il n'est pas prévu de rémunération pour les membres du comité de contrôle, à l'exception de celle prévue au paragraphe C.2.3.

C.4 RECETTES DU COMPTE PRORATA

En début de chantier, il est arrêté par accord entre les entrepreneurs un budget prévisionnel pour le compte prorata de manière à fixer le pourcentage permettant de déterminer l'acompte à verser à la personne chargée de la tenue du compte prorata. Il fixe également les modalités de ce versement.

Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

La personne chargée de la tenue du compte prorata établit les factures ou appels de fonds :

- sur la base des montants des marchés de chaque entrepreneur communiqués par le maître d'œuvre, s'il est décidé de constituer un fonds de roulement ;
- puis mensuellement ou trimestriellement, sur la base des situations de travaux réalisés par chaque entreprise dont les montants sont communiqués par le maître d'œuvre. Les montants des factures ou appels de fonds précités sont payés à la personne chargée de la tenue du compte dans les 30 jours au plus tard à compter de leur réception. Ces paiements sont indépendants des règlements des acomptes ou du solde par le maître de l'ouvrage.

Sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, les retards de paiement ouvrent droit pour le créancier au paiement d'intérêts moratoires au taux de l'intérêt légal augmenté de 10 points.

Sont inscrites au crédit du compte prorata, les recettes provenant de la location ou de la récupération des installations, matériels, etc., ayant donné lieu à inscription au débit de ce compte.

C.5 DEPENSES DU COMPTE PRORATA

C.5.1 conditions d'inscription

Les inscriptions au compte prorata doivent être justifiées par les entreprises prestataires au moyen de factures ou d'attachements qui sont établis en trois exemplaires, l'un pour le créancier, les deux autres pour la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Chaque entrepreneur renonce expressément à demander le paiement des factures qu'il n'aurait pas produites à la personne chargée de la tenue du compte dans un délai de deux mois à compter de la réalisation de la prestation et au plus tard 15 jours après la réception des travaux.

C.5.2 imputations au compte prorata

C.5.2.1

Les dépenses imputées au compte prorata comprennent :

- les frais de la main-d'œuvre d'exécution de l'entreprise ;
- les frais de matériels, les fournitures rendues chantier aux prix facturés à l'entreprise ;
- les prestations réalisées par des tiers.

C.5.2.2

Chacun de ces postes est calculé :

- soit sur la base de justifications détaillées : pour les frais de la main-d'œuvre d'exécution, les attachements devront indiquer le temps passé ainsi que le nom et la qualification de l'ouvrier ;
- soit sur la base d'un barème approuvé par le comité de contrôle ;
- soit sur la base des prix unitaires du marché, éventuellement affectés d'un rabais fixé par le comité de contrôle ;
- soit sur devis approuvé par le comité de contrôle.

C.5.2.3

A chacun des postes évalués sur la base de justifications détaillées, il sera appliqué un coefficient multiplicateur arrêté dès le démarrage du chantier, en accord entre les entrepreneurs. Dans le cas où tous les entrepreneurs ne seraient pas désignés à l'ouverture du chantier, cet accord interviendra lorsque 50 % du montant de l'ensemble des travaux auront été traités.

A défaut d'accord entre les entrepreneurs, ce coefficient sera fixé par le comité de contrôle.

C.5.2.4

Au montant des dépenses ainsi calculé, l'entreprise prestataire ajoutera l'imputation de la TVA au taux applicable.

C.6 GESTION ET INFORMATION

Le montant des factures présentées par chaque entreprise prestataire est porté à son crédit dans le compte de répartition établi par la personne chargée de la tenue du compte prorata.

Si ce compte de répartition fait apparaître un solde créditeur en faveur d'une entreprise prestataire, des versements même partiels peuvent lui être effectués après accord du comité de contrôle.

Tous les deux mois, la personne chargée de la tenue du compte dresse un état des dépenses et des recettes et le porte à la connaissance de tous les entrepreneurs.

C.7 SOLDE ET REPARTITION DEFINITIVE

Le solde du compte prorata et sa répartition définitive sont établis, après la réception des travaux, par la personne chargée de la tenue du compte.

La répartition est faite au prorata du montant des situations cumulées de chaque entrepreneur.

Toutefois, pour certaines dépenses expressément énumérées, une règle de répartition différente peut être établie par les documents particuliers du marché ou par accord intervenu entre l'ensemble des entrepreneurs participant au chantier. Ce solde et sa répartition sont communiqués à chaque entrepreneur dans les 45 jours qui suivent la réception des travaux.

Chaque entrepreneur dispose d'un délai de 15 jours pour faire connaître par écrit ses observations.

Passé ce délai, le solde et sa répartition ainsi que les observations reçues sont soumis dans les huit jours au comité de contrôle qui dispose de 21 jours pour faire connaître sa décision. Ensuite, la personne chargée de la tenue du compte prorata émet les factures ou les avoirs, au débit ou au crédit de chaque entreprise. Ces factures ou avoirs comprennent la TVA au taux applicable.

Chaque entrepreneur déclare expressément s'en remettre au comité de contrôle pour la fixation de sa contribution.

C.8 LITIGES

Les différends, nés à l'occasion de la gestion et du règlement du compte prorata, sont soumis au tribunal compétent du lieu d'exécution des travaux, à moins que les parties conviennent de recourir à l'arbitrage. Le comité de contrôle peut décider que les frais exposés à cette occasion seront portés au débit du compte prorata.